

Présentations issues de nos

ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

AU MENU



Assemblée Générale
RÉSEAU CIVAM NOUVELLE AQUITAINE
PAGES 1 À 50



Assemblée Générale
INPACT NOUVELLE AQUITAINE
PAGES 51 À 71



Conférence
"L'INJUSTE PRIX
DE NOTRE
ALIMENTATION"
PAGES 72 À 118



12 JUIN 2025
Lycée Hector Serres - Oreluy

Réseau CIVAM Nouvelle Aquitaine Assemblée générale

12 juin 2025

Lycée Agricole Hector Serres - ORELUY



Remerciements

AU SOMMAIRE

La vie du réseau

- ✓ Rappels sur le réseau : étapes de structuration et composition
- ✓ Rapport moral (vote) - règlement intérieur (vote)

Rapport d'activité

- ✓ Les faits marquants dans les groupes
- ✓ L'activité de RCNA (vote)

Rapport Financier 2024

- ✓ Les comptes annuels (vote)
- ✓ Les chiffres clé 2024

Orientations 2025 et prévisions budgétaires

- ✓ Grandes orientations 2025 - premières réalisations
- ✓ Prévisions budgétaires et propositions (cotisations - avances - vote)

CAMPAGNES VIVANTES

VIE DU RESEAU

Les grandes étapes : rappel



2018

Création RCNA

- › 1ers échanges sur AAP's
- › Lead Limousin + PC

2021

Embauche coordinatrice

- › Programmes SAFE
- › AITA
- › FEADER porté par BLE
- › AITA (2020)
- › Acction 30000

2022

1^{ère} subvention de coordination

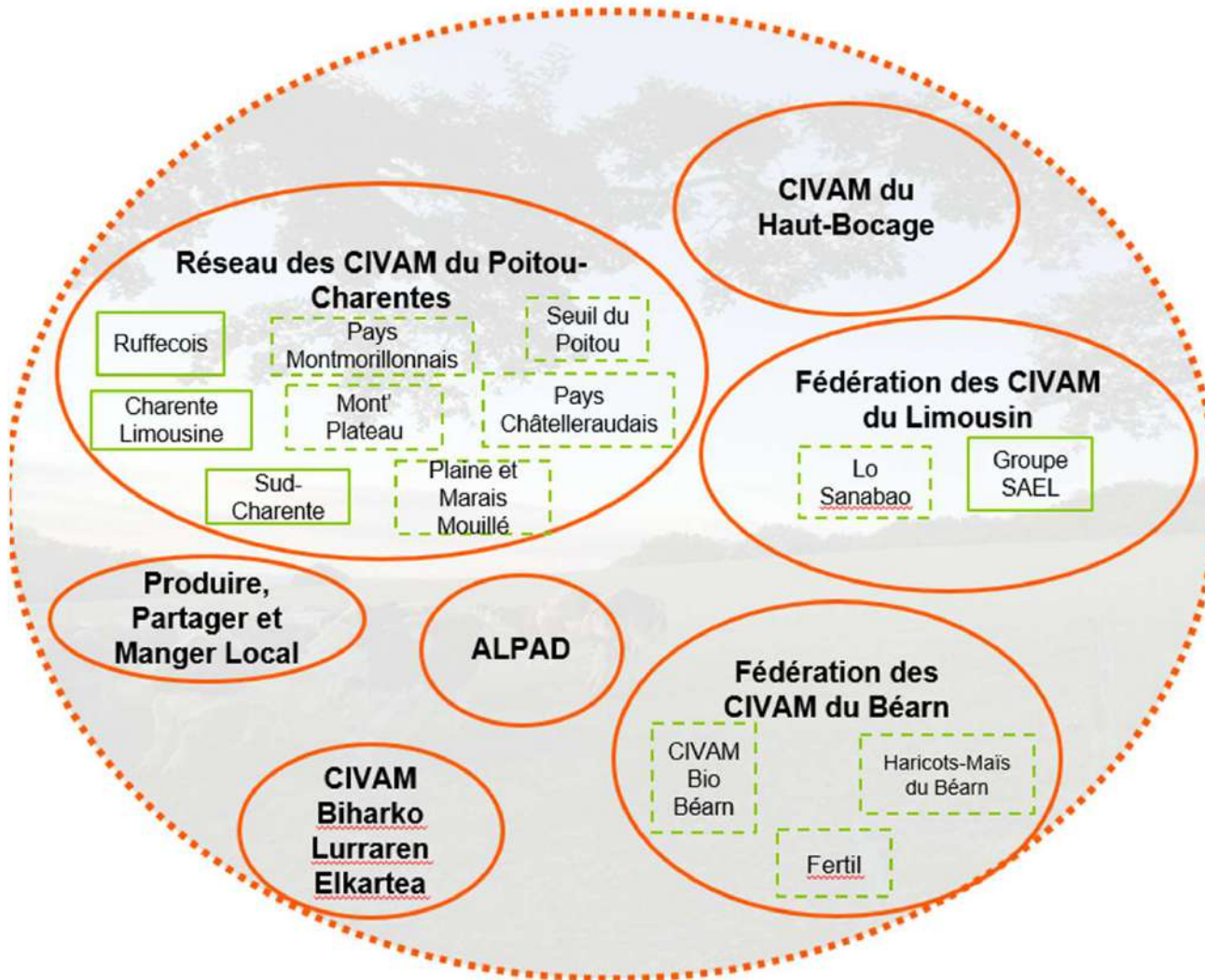
- › Coordination MAEC
- › Implication DJA
- › Finalisation Projet ARPIDA
- › FEADER AAP Bio

2024





Transformation de la gouvernance régionale

- › Co-présidences
- › Organisation thématique
- › 1^{er} FEADER RCNA
- › Dépôt CASDAR TRACE

Structure du réseau actuelle



Non décrits les nombreux groupes thématiques informels : caprins, grandes cultures, paysans boulangers, etc.

-  Réseau des CIVAM de Nouvelle-Aquitaine
-  CIVAM adhérent de RCNA
-  CIVAM autonome
-  CIVAM intégré

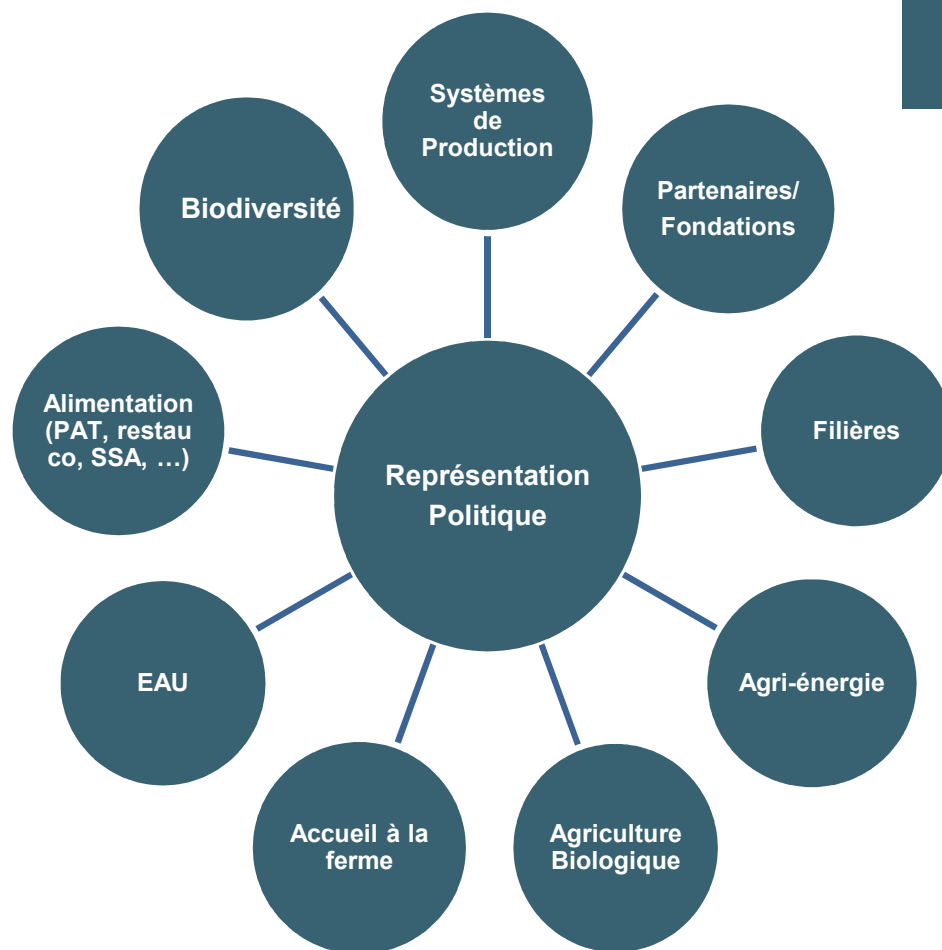


Quelques chiffres 2024

- 8 structures adhérentes regroupant 1 200 fermes
- 47 salarié.e.s (36 ETP)
- $\approx 2\,200\,000$ € de budget (produits d'exploitation)
- + de 200 journées de formation techniques organisées
- $\approx 10\%$ des fermes de Nouvelle Aquitaine touchées par nos actions soient 6 500 fermes en particulier sur les porteurs de projet d'installation - transmission
- + de 120 administrateurs et administratrices
- 16 GIEE/30 000 animés
- Partenaires de 10 PAT
- 60 évènements grand public organisés rassemblant plus de 10 000 personnes



La gouvernance esquissée en 2024



Fonction
Employeur

La Gouvernance mise en place en AG de 06/2024

- Coprésidence collégiale avec 1 administrateur.rice titulaire par CIVAM adhérent
- Représentation des groupes dans chaque thématique selon les sujets d'intervention au moyens d'**agriculteurs dédiés et agissant bénévolement**
- Elle reste à organiser concrètement y compris avec des binômes salariés

Nouveautés :

- **Intégration de la coordination dans le COR pour les groupes pour 2025**
- **Intégration dans le budget 2026 des indemnités prévues pour l'implication des administrateur.rice.s**



Rapport moral (résumé)

Une année riche et vivante . Partir de rien, faire ensemble c'est un bon début, tisser des liens dans une aussi vaste région bigarrée demande beaucoup d'ambitions, de déterminations et de moral. Genre de défi qu'a toujours su relever réseau CIVAM et de se retrouver ici au sein d'un lycée agricole démontre que l'éducation populaire est toujours le cœur de nos motivations.

Proposition d'approbation du règlement intérieur

Vote sous réserve des absents (final 2026)

Calqué sur Réseau CIVAM National

Précise les statuts sur :

- adhésion,
- exclusion,
- fonctionnement des instances
- cotisations
- commissions

Renouvellement du CA par $\frac{1}{3}$ (règle issue du RI non validé)

- Nomination des co-président.e.s en 06/2024
- Normalement 2 personnes par membre adhérent (1 titulaire / 1 suppléante)
- Phase de prise de fonction
- Proposition : Premier renouvellement à venir en 2026
- **VOTE : Approuvé à l'unanimité**

CAMPAGNES VIVANTES

RAPPORT D'ACTIVITÉ OPERATIONNEL



Des nouvelles des groupes adhérents

BLE : Subir ou choisir la transition ? Choisis ton camp camarade...

Le contexte agricole est difficile : manifs, crise sanitaire et climatique, filières fragiles,.. Les agriculteur·rice·s dans le **doute** et sur la **défensive**. Dans ce contexte 2024 oppressant, beaucoup d'adhérents des CIVAM expriment leur satisfaction à participer à nos groupes, à y trouver une « **respiration** » et des **perspectives**. Il est important de veiller à maintenir et bonifier les conditions qui favorisent cela. Voici 4 exemples de programmes ou thématiques 2024 pouvant l'illustrer.

Exemple 1 :

Le projet
"pipi"



Exemple 2 :

Hazi Azoka, 1ères
rencontres bourse
d'échanges de
graines en Iparralde



Exemple 3 :

Le dossier Tuberculose :
positionnement pour une
refonte urgente des
politiques dites sanitaires
d'abattage



Exemple 4 :

co-portage de la
deuxième session de la
formation AGtransAP
(Approche Globale de la transition
agroécologique paysanne)



Les CIVAM en Béarn - 4 groupes en activités



- **Parcelles Solidaires - CIVAM Fertil**

Aménagement sur le site de Parkway à Pau dont serre à plant

1 700 paniers de légumes
33 / semaines

Accueil d'1 classe de CM2, 2 atelier jeunes d'1 semaine, 1 journée avec 43 service civique d'Unicités

- **Association des Producteurs de Haricot-Maïs du Béarn**

22 producteurs visités pour compilation des données techniques

Tour des cultures en formation

Forte sensibilité aux **aléas climatiques**
3ème année complexe

Les CIVAM en Béarn - 4 groupes en activités



- **CIVAM Bio Béarn**

Ciné Débat
Croquantes
genre et agriculture
1 groupe constitué de
10 agricultrices

2 vidéos :
- **GIEE maraîchage**
- **Pâturage tournant**

Lancement du projet
**changement
climatique et
prospective**

20 ans des **AMAP** en
Béarn
32 AMAP, 2600 foyers
160 producteurs

De Ferme en Ferme
41 fermes
4000 visites
avec BLE

20 porteurs de projet
accueillis
3 installations sur
Pouss'en Béarn

Le CIVAM en Haut Bocage (79)

190 Adhérents, 22 Administrateurs et une équipe de 10 salariés au service du développement de l'agriculture autonome et économe en Nord Deux Sèvres.

Cultures Économiques
DEPHY Fertilité des sols
Groupe 30 000
MAEC Coanimation
mesures système

Installation Transm
47 PP
2 stages 21h

Agroécologie / GIEE
Santé Animale
en Elevage
Caprins et Ovins

Filières
Viande locale Cantine
Diversification
Circuits courts
Paysans boulangers

Elevage Bovins
Santé Animale
Adaptation climat

Ruralité / Genre
Eloquence
Equilibre Pro / Perso
Technique
Balades Paysannes
Ciné débats



CIVAM Poitou-Charentes : 8 grpes - 246 fermes adhérentes



- **Les groupes autonomes : les CIVAM de Charente**

CIVAM de Charente

Limousine :

2 groupes GIEE :
maraîchers et éleveurs

CIVAM du Ruffecois :

lauréat de l'AAP
Nature et Transition,
travail engagé sur la
biodiversité

CIVAM Sud Charente :

Participation à la
commande de semences
groupées de Couverts
végétaux

A l'échelle des CIVAM PC :

6 groupes GIEE ou émergence en 2024, plus de 50 agriculteur.ices engagées

3 groupes lauréats de l'AAP Nature et transition, suivant une méthodologie commune

Commande semences couverts : 40 fermes impliquées, 18,7T de semences commandées,
1000 ha!

Les CIVAM en Poitou-Charentes



- **Les groupes intégrés : les CIVAM de la Vienne et du Sud Deux-Sèvres**

**CIVAM du
Châtelleraudais :**
participation au
dispositif De ferme en
ferme

CIVAM du Montmorillonnais :
Concours général agricole
prairies fleuries : lauréat local
ayant remporté la 2ème place
national

CIVAM Mont'plateau :
Accompagnement d'un projet
"Mieux manger pour tous"
d'accessibilité de tous à une
alimentation de qualité
5,8T de produits locaux
distribués - 28 000€ d'achat
pour les producteurs - 871
familles

A l'échelle des CIVAM PC :
plus de 20 fermes ont ouvert dans la Vienne, 2500 visiteurs, projet de développer l'action dans le 79 en 2025-2026
1 lauréat en Charente Limousine sur Concours Agroforesterie.
→ Reconnaissance des systèmes prairies naturelles et agroforesterie
3 projets de Caisse alimentaire locale sur 3 Comcom



Les CIVAM en Poitou-Charentes



- **Les groupes intégrés : les CIVAM de la Vienne et du Sud Deux-Sèvres**

CIVAM Seuil du Poitou :
Accompagnement d'un nouveau groupe autour des Plantes Aromatiques et Médicinales

CIVAM Plaines et Marais Mouillés :
participation aux dispositifs Pacte pour la haie et Des enfants et des arbres

(re)nouveau groupe (adhésion 2025) :
CIVAM de Gâtine

4 870 ml de haies plantées accompagnées

A l'échelle des CIVAM PC :
de nouvelles thématiques et demandes d'accompagnement de groupes émergent :
ergonomie au travail, groupe pépinière/arboriculture, valorisation de la laine,



Le CIVAM SAEL - Systèmes agroécologiques en Limousin



- Echanges et formation, mais aussi
- Sensibilisation du grand public aux enjeux environnementaux et agricole
- Embauche d'un deuxième salarié pour l'animation technique des sujets liés à l'agroforesterie

17 journées d'échange et de formation

sur les sujets de la gestion douce de l'eau, de la production fruitière et des productions diversifiées



La fête de la nature, mai 2024, 9 fermes ouvertes, 100 participants



L'arbre en fête, décembre 2024, 1 000 participants



Le CIVAM PPML - Produire Partager Manger Local



- “Boîte à outil” pour les agriculteurs initiant des projets “sortant des chemins battus”
- Réorientation vers la “sécurisation des fermes et des installations”
- 4 administrateurs

Prévention du Risque de Prédation par le loup

Adaptation des fermes pour sécuriser l'élevage plein air

+

Mobilisation citoyenne dans un réseau d'entente



Sécuriser de nouveaux débouchés pour les légumes BIO

collaboration avec grossistes et légumerie BIO

Fin AAP développement circuit courts



Espaces tests

2 accompagnements PDP:

ETA de Pessac (géré par CIVAM)

+

ETA coordonné par Co-ACTION



ALPAD40 - L'agriculture durable grâce aux filières territoriales et à l'installation/transmission

L'Alpad continue d'accompagner ses adhérents vers l'agroécologie. De nombreuses actions sont mises en oeuvre, notamment sur l'ACS, l'élevage, les cultures de diversification...

3 voies principales ont été identifiées pour permettre cette transition :

Des filières territoriales

Inauguration du moulin

Faire du blé

Création de la coopérative

Camb'Adour

Accompagnement Protéoil dans

Néocoop



MAEC

2 Diags sur des zones à
enjeu eau

3 Diags carbone



Accompagner la transmission et l'installation

Création d'une formation
"transmission"

Accueil de cédants et PP

RDV individuel

Participation au TIAP

Réseau CIVAM Nouvelle Aquitaine

- **Mission et activité de la « tête de réseau »**
- **Nouveaux projets 2024**



Les missions et l'activité de RCNA

- + 1 réunion de coordination par mois au moins + réunions thématiques (MAEC, Installation, GIEE + groupes agroécologiques, FEADER,...)
- + Coordination COR (Région), AITA, ACCTION 30 000
- + Animation des concertations régionales et des réponses aux AAP - représentations aux instances
- + Soutien ponctuel ou durable aux groupes selon besoins
- + 1 CA par mois
- + Contribution réseau INPACT + diffusion
- + Contribution au réseau national

Projets : dossier FEADER 2024-25



- Projet : 1er FEADER déposé collectivement
 “Sortir des pesticides et anticiper les changements climatiques: Création de références et transmission de connaissances dans les CIVAM de Nouvelle Aquitaine”

Thèmes	Actions / partenaire	RCNA	ALPAD	Ruffecois	SAEL
Gestion	Chef de file	X			
Sortie des pesticides	Diffusion de connaissances	X	X	X	X
Changement climatique	Informations techniques et nouvelles pratiques		X		
	Innovations			X	
	Diffusion de connaissances	X	X	X	X
Subvention en K€		7	23	18	7





Projets : Rallye TRANSFERT II

- Chef de file Chambre d'Agriculture Nouvelle Aquitaine
- Multipartenarial : Réseaux Chambre, coop, négoce, Cuma, CIVAM, Bio,...
- Objectifs "S'organiser par territoires pour faciliter l'appropriation par les agriculteurs.rices d'alternatives aux herbicides et monter en compétences sur les leviers et conditions favorisant cette appropriation" Groupes en prestation

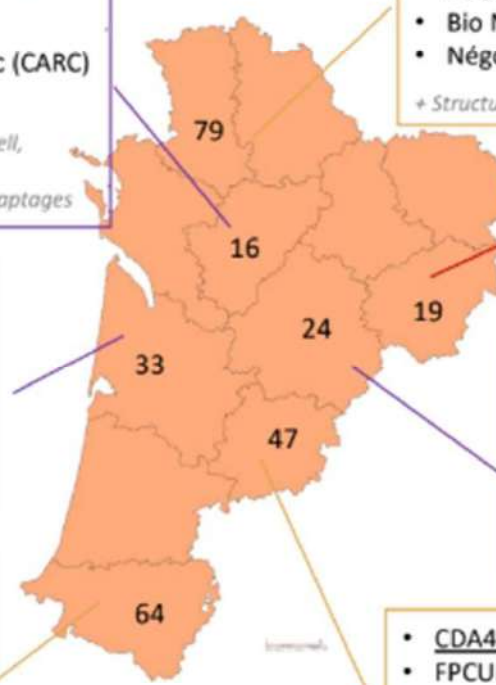
Actions / partenaire	RCNA	BÉARN	Haut Bocage	RCPC
Coordination, comité d'animation et capitalisation	X			
Journées techniques et capitalisation		X	X	X
Nombre de jours	10	15	15	15
Coût global en K€	4	7	7	7
Subvention en K€	3	5	5	5



Partenaires engagés & associés

- **CDA 16**
- Négoce (Landreau)
- Bio NA
- FDCUMA 16-17
- Coopérative Agricole de la Région de Cognac (CARC)
- IFV

+ Partenaires associés au Rallye 1 : CIA17-79, BNIC, Martell, Hennessy, Syndicat d'eau du Bassin de Nè.
+ Structures porteuses de démarches de protection des captages



- **CIA 17-79**
- CIVAM Haut-Bocage
- CIVAM PC
- FDCUMA 79
- Bio NA
- Négoce (LamyBienaimé)

+ Structures porteuses de démarches de protection des captages

- **CDA19**
- ADIDA
- FDCUMA 19

+ Syndicat maraîchers + Lycée Voutezac

- **CDA 33**
- Bio NA – Agrobio Gironde
- FPCUMA 33/47
- IFV
- GEPE2M

+ Agrocampus Bordeaux

- **CDA24**
- AgrobioPérigord
- FDCUMA24
- Négoces (Agridor et Vitivista)

+ Fédération des vins
+ Lycée de la Brie
+ Structures porteuses de démarches de protection des captages

- **Astredhor Sud-Ouest**
- **CDA64**
- FDCUMA 640
- CIVAM Béarn

+ Structures porteuses de démarches de protection des captages

- **CDA47**
- FPCUMA 33-47
- Terres du Sud
- Négoces (Agridor, Sansan, Bouyssou)

+ Négoce (Vitivista)

Partenaires régionaux : CRANA, LCA NA, NACA, FRCUMA NA, Bio NA, FRCIVAM NA, ACTA(IFV) + Partenaires associés : TRAME (prestation), DRAAF, Cellule Re-Sources

CASDAR AGIR (FRCUMA) 2025-2027



Chefs de file : CUMA NA et OCCI, Partenaires : CRANA, LCA, CIVAM NA et OCCI



Mise en avant d'initiatives liées à l'installation en collectif



Stratégies de mutualisation



Promotion des outils et des initiatives vis à vis d'un public en formation

Total jours : 35 sur 3 ans

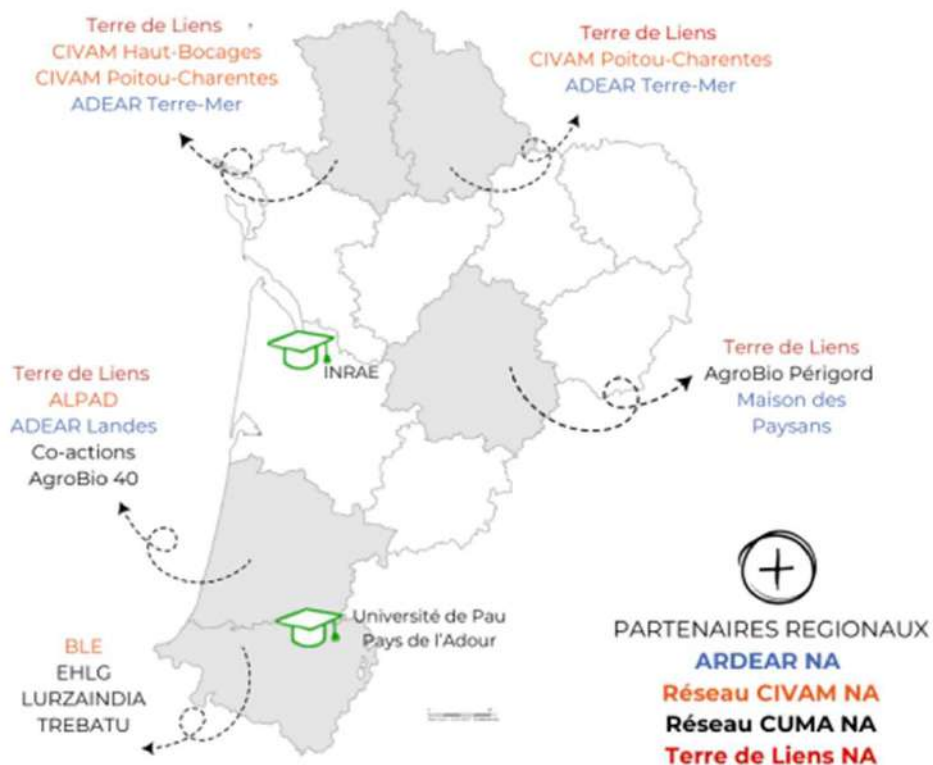


Projets : Transmettre et installer en agroécologie



CARTOGRAPHIE DES PARTENAIRES

Chef de File : InPACT Nouvelle-Aquitaine



CdF Inpact NA : CASDAR TRACE (Transmettre et Restructurer en Agroécologie par l'action Collective et l'Essaimage) - (suite 1er projet SEMER)

- Travailler sur le renouvellement des générations // porteurs de projets orientés agroécologie, vie sociale et résilience
- Actions partenariales, dans la durée et dans la continuité
- À partir de l'expertise des groupes et des travaux récents sur l'adéquation entre fermes à transmettre et projets de reprise



Approbation du rapport d'activité

Vote : approuvé à l'unanimité

CAMPAGNES VIVANTES

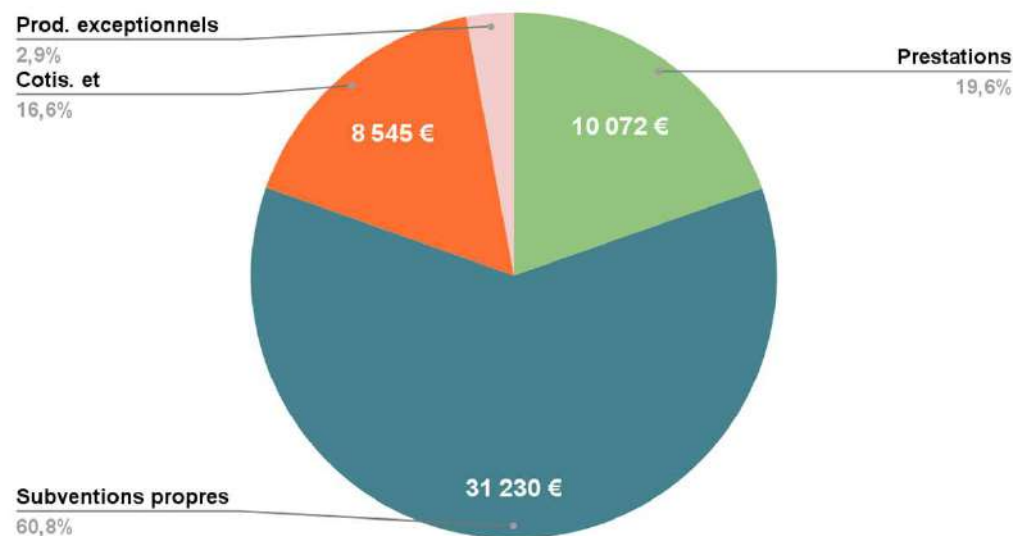
RAPPORT FINANCIER PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

Le résultat : les ressources d'exploitation



en €	2024	2024 Pro forma	2023
Prestations	10 072	10 072	10 067
Subventions	66 040	251 966	249 485
Transferts de charges	0		0
Cotisations	10 045	6 399	4 560
Autres produits	0		0
Produits exceptionnels	1 500	1 500	0
Total	87 657	269 937	264 011
Subventions RCNA	31 230	31 230	29 224

Produits 2024 RCNA hors subventions partenaires

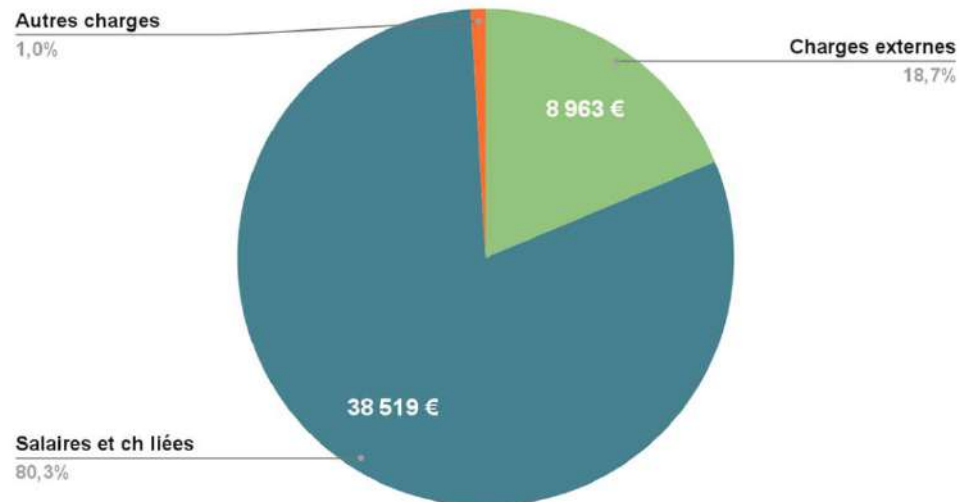


Le résultat : les charges d'exploitation



en €	2024	2024 Pro forma	2023
Achats	78	78	100
Services externes	10 463	10 463	7 626
Subventions reversées	34 810	217 090	220 260
Impôts et taxes	231	231	122
Salaires et charges	38 519	35 519	31 193
Amortissements et provisions	133	133	333
Autres charges	20	20	0
Total	84 254	263 534	259 634

Charges propres RCNA



Le compte de résultat (en €)



CHARGES	2024	2023	PRODUITS	2024	2023
Achats et variation stocks	78	100	Prestations	10 072	10 067
Services Externes	45 272	227 886	Subventions	66 040	249 485
Impôts et Taxes	231	122	Transferts charges	0	0
Salaires et Charges	38 519	31 193	Cotisations	10 045	4 560
Dotations Amort.	133	333	Autres Produits	0	0
Dotations Provisions	0	0	Produits Financiers	0	0
Frais Financiers	4	0	Produits Exceptionnels	1 500	3 759
Charges Exceptionnelles	16	0	Bénévolat	(8 900)	0
Personnel bénévole	(8 900)	0	Prestations en nature	0	0
Dons en nature	0	0	Résultat déficitaire	0	0
Résultat excédentaire	3 403	8 236			
Total	87 657	267 870	Total	87 657	267 870

En résumé



Moyens humains :

- 0,8 ETP sans ancienneté (23 K€ brut – 29 à 100%)
- 8 Administrateurs bénévoles ou indemnisés par leur groupe (1 CA par mois + représentations autres réseaux et commissions régionales)
- Contribution des groupes à la coordination régionale sur enveloppe COR (182 k€)

En K€	p. 2024	2023	2022
Structure	- 8	- 6	- 10
Déplacements	- 3	-1	-2
Frais de personnel	<u>-39</u>	<u>-31</u>	<u>-29</u>
Coord. Ecophyto	+10	+10	+10
DRAAF AITA	+5 (35)	+4	+3
Région COR	+25 (182)	+22	+21
Contribution groupes	+10	+7	+13
FEADER dont Région	+3		
Résultat	+ 3	+ 8	+ 6
Budget géré réseau	262	242	241

Le bilan (en €)



ACTIF	2024	2023	PASSIF	2024	2023
Immob.Nettes	153	133	Fonds associatif	15 252	10 067
Créances	7 286	10 307	Résultat	3 403	249 485
Autres créances	218 116	168 163			
Disponibilités	8 447	4 240	Dettes Fin.	0	0
Charges constatées d'avance	0	0	Dettes Exploitation	209 882	163 747
			Produits constatés d'avance	5 464	3 845
Total	234 002	182 843	Total	234 002	182 843

Analyse du bilan (en €)



+	Fonds propres	18 655 €
+	Autres fonds associatifs	0
+	Provisions risques et charges	0
+	Emprunts	0
-	Actif immobilisé	153 €
=	Financement stable	18 502 €

+	Stocks	0
+	Créances	225 402 €
-	Dettes	215 347 €
=	Besoin en financement	10 055 €

+	Placements, banque, caisse	8 447 €
-	Découverts bancaires	0
=	Trésorerie	8 447 €

Approbation des comptes 2024 et du rapport financier

VOTE : approuvé à l'unanimité

Proposition d'avance remboursable

- RCNA a été créé sans fonds propres
- Trésorerie fluctuante et dépendante d'avances ponctuelles
- Structuration en cours avec la banque
- Proposition d'une avance de chaque groupe adhérent avec droit de reprise équivalent à une année de cotisation

VOTE : **à refaire circuler pour délibération dans les CA des groupes adhérents**

Détail cotisations 2024



RCPC	956 €
Charente Limousine	82 €
Sud Charente	174 €
Ruffecois	186 €
Haut-Bocage	770 €
Limousin	236 €
SAEL	155 €
ALPAD	300 €
PPML	244 €
BLE	1 032 €
Haricots Maïs	48 €
FD64 CIVAM	357 €
CIVAM Bio Béarn	373 €
Civam Fertil	36 €
Totaux	4 949 €



Cotisations RCNA 2025 et 2026

- Cotisations 2025 appelées comme en 2024 (2/00 des produits d'exploitation)
- Pas de modification pour 2026

Vote : approuvé à l'unanimité

Cotisations Réseau CIVAM National

- Actuellement les groupes adhèrent directement au Réseau National
- Ils versent directement leurs cotisations



Proposition :

- RCNA se charge de ces flux en lien avec Réseau CIVAM national



Avantages :

- resserrement du lien RCNA - Réseau CIVAM
- allègement charge de travail dans les groupes



Inconvénients :

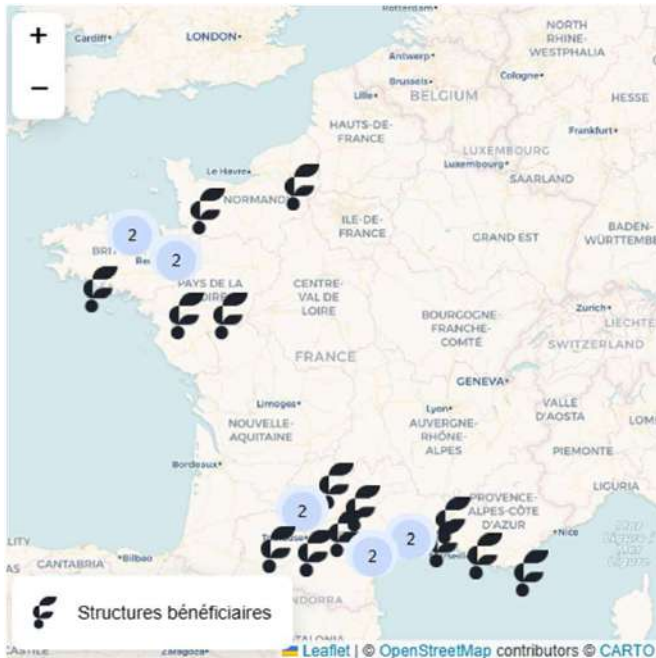
- Charges de travail à RCNA ?

Vote : approuvé à l'unanimité

CAMPAGNES VIVANTES

ORIENTATIONS 2025 PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES

Aider à la prise de risque et au financement de la transition



Pilotage projet FABACEE avec la FRCUMA NA pour permettre aux groupes

- D'outiller les agriculteurs et leurs animateurs pour mettre en œuvre des projets d'économie d'énergie.
- De financer les postes d'animateurs des groupes, complété par une enveloppe de 14K€ d'aide à l'investissement.
- De bénéficier de solutions de financements innovantes (fonds de garantie + assurance transition).

Le programme FABACÉÉ (<https://www.fabacee.fr/>)

Financer et Accompagner les Besoins des Agriculteurs pour Créer des Économies d'Énergie

Porté par FEVE, le programme FABACÉÉ vise à accompagner la transition des pratiques agricoles au travers de l'entrée énergie. Il porte un objectif d'économies d'énergie ambitieux.

Doté d'un budget de 17m€ jusqu'à fin 2027, il permettra à plus de 200 collectifs d'être accompagnés pour déployer des pratiques plus sobres (en énergie directe et en intrants) et des matériels plus efficaces.



Projet de Centre de Formation Régional (S2 2025)



Constats :

- 4 groupes CIVAM ne sont pas certifiés Qualiopi et ont besoin d'une certification à court terme
- Représentent environ 35 formations, 50 jours et 2700 heures de formation
- Possibilité que RCNA devienne OF et assure la gestion administrative et qualité
- Intégrable dans le plan de charge sans nouveaux projets (8 jours en 2025, 35 en 2026)



Avantages :

- Cohésion et service au réseau + autofinancement +
- Montée en compétence



Inconvénients :

- Coût 2025 : env. 3 800 € 2026 et en routine : 3 000 € (hors audit de renouvellement)
- Pas de ressource en 2025

Poursuite de la structuration du réseau et du rôle de la coord.



- mutualisation des ressources (recherche de financements, process, documents de synthèse, capitalisation, appropriation et diffusion des outils + résultats nationaux,)
- portage de certifications, labellisation
- décryptage et partage de sujets d'actualité
- organisme de formation des salarié.e.s, administrateur.rice.s
- développement et maillage territorial,
- soutien administratif, technique et politique aux groupes locaux, formation élus
- Temps d'échanges thématiques
- Elaboration d'une grille d'analyse/évaluation commune (ex. charte, socle commun, valeurs)

Travail en cours avec les coordinateur.rices à partager avec les administrateur.rices (journée en septembre? octobre?)



Prévisions budgétaires : les produits

	2026	2025	2024
COTISATIONS	6 442 €	6 442 €	6 399 €
INTERVENTION ANIMATEUR (ACCTION)	9 800 €	9 800 €	10 072 €
Gestion formations 6 € heures stagiaires	8 571 €		
DRAAF AITA		33 070 €	34 810 €
SUBV AITA REVERSER PARTENAIRES		- 33 070 €	- 34 810 €
DRAAF AITA RCNA	6 000 €	5 000 €	5 000 €
REGION NA COORD ET ANIM CIVAMS	21 366 €	21 366 €	25 000 €
REGION SAFE PARTENAIRES		178 634 €	182 280 €
SAFE A REVERSER		- 178 634 €	- 182 280 €
REGION SAFE COORDINATION	3 573 €	3 573 €	3 646 €
FEADER RCNA		5 464 €	1 230 €
FEADER ALPAD-RUFFEC-SAEL		33 008 €	
FEADER ALPAD-RUFFEC-SAEL		- 33 008 €	
CASDAR AGIR	3 000 €	3 000 €	
RALLYE TRANSFERT	1 500 €	1 500 €	
FABACEE	10 417 €	5 208 €	Max :
Subvention Région vie associative	3 504 €		
PRODUITS EXCEPTIONNELS			1 500 €
Total produits nets	74 172 €	61 353 €	52 847 €





Prévisions budgétaires : les charges

	2026	2025	2024
AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	8 192 €	8 032 €	7 874 €
Frais de déplacements salarié	3 547 €	3 478 €	2 898 €
CAC	4 200 €	4 200 €	
Création Organisme de formation	2 866 €	3 860 €	
SALAIRES ET TRAITEMENTS	31 918 €	28 111 €	25 850 €
Prov. Précarité	1 064 €	2 811 €	892 €
CHARGES SOCIALES	13 193 €	12 369 €	11 776 €
Indemnités administrateurs	5 760 €		
Frais de déplacements administrateurs	3 000 €		
Charges financières	21 €	20 €	20 €
Amortissements et divers	400 €	200 €	133 €
Total charges	74 160 €	63 080 €	49 444 €
RESULTAT	12 €	- 1 728 €	3 403 €

Vote orientations et BP 2025 : approuvé à l'unanimité

CAMPAGNES VIVANTES

**Merci
pour votre contribution !**



INPACT NOUVELLE AQUITAINE

Un réseau qui multiplie les formes et lieux d'actions pour :



Encourager
la transition agro-écologique



Reconnecter
les citoyens et les agriculteurs



Favoriser
l'installation et la transmission
des fermes



Participer
à des projets de territoire



Accompagner
les projets individuels ou collectifs
de transformation ou de commercialisation





13 structures



5 907 adhérents



751 bénévoles



159 ETP



9 970 591 €
de budget global

LE RÉSEAU

InPACT Nouvelle-Aquitaine



73 263 heures
de formation dispensées



1 720
Porteurs de projet
accompagnés



496
cédants
accompagnés



471
Événements
grand public
organisés



23 202
Participants
à nos événements

INPACT NOUVELLE-AQUITAINE

Un réseau et 14 structures pour une agriculture citoyenne et durable

notre socle commun pour une agriculture durable

Progresser vers
plus de durabilité
pour un système vertueux

**L'efficacité
économique**

Economique
Viabilité
Vivabilité
Transparence
Equitable
Autonome

**La protection
des ressources
naturelles**

Fertilité
Vers la fin
des produits
phytosanitaires
Variétés
Biodiversité
Espèces
De l'eau
en quantité
et qualité
Biologique
Vie du sol

**L'équité
sociale**

Répartition
Territoire
Alimentation
Solidarité
Droits et devoirs
Génération
Paysans
nombreux
Souveraineté
alimentaire

Retrouvez l'intégralité
de notre socle commun,
sur notre site internet.

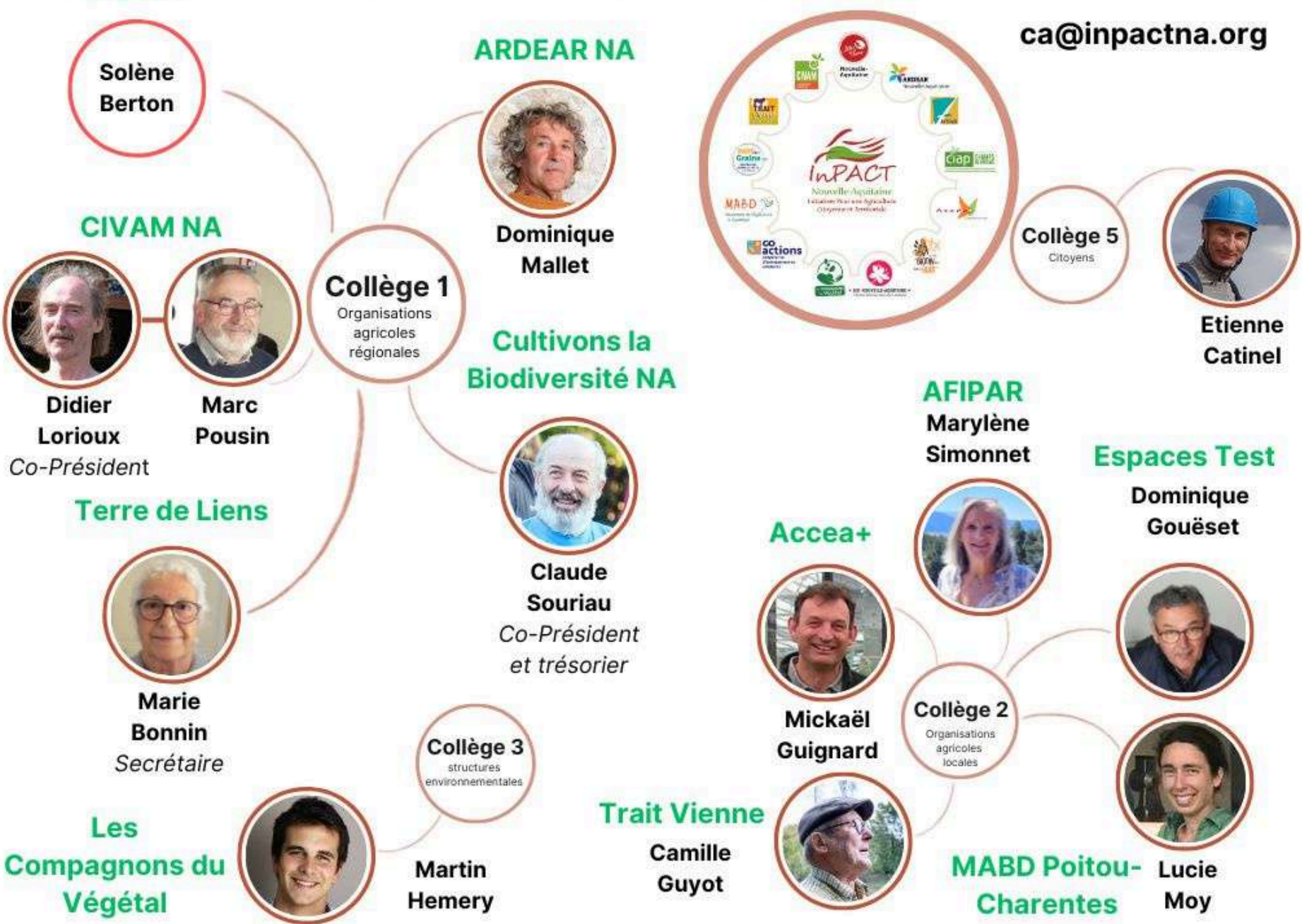


WWW.INPACTNA.ORG

LA TÊTE DE RÉSEAU

CONSEIL D'ADMINISTRATION 2024

ca@inpactna.org



L'équipe salariée en 2024 (1,2 ETP)



Virginie Mouliapelat
En charge de la coordination et de la communication, depuis août 2019.



Nadia Detollenaere
En charge de la gestion administrative et financière depuis septembre 2024



Rebecca Larapidie
En charge de la gestion administrative et financière jusqu'en août 2023



Lena Collen
En stage 6 mois sur le diagnostic du réseau

**Mettre
en lien nos
adhérents**

**Mettre en
valeur les
actions de nos
adhérents**

**NOTRE RÔLE DE
TÊTE DE RESEAU**

**Veille et
recherche de
financement**

**Actions de
représentation
& de plaidoyer**

ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

EXERCICE 2024

2 JUIN 2025

- **Quorum (7 votes)**
- **Approbation du procès-verbal de l'Assemblée Générale du 11/04/24**
- **Rapport moral**
- **Rapport d'activité 2024**
- **Rapport de gestion de l'exercice clos le 31/12/2024**
- **Adhésion(s) et cotisations**
- **Rapport d'orientation**
- **Perspectives 2025**
- **Budget prévisionnel 2025**
- **Échanges**



RAPPORT MORAL

DIDIER LORIOUX, CO-PRÉSIDENT

RAPPORT D'ACTIVITÉ

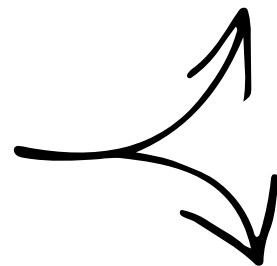
AXE 1 : ALIMENTATION

1
1
2
3

brochure pour diffuser nos pratiques

conférence sur la SSA

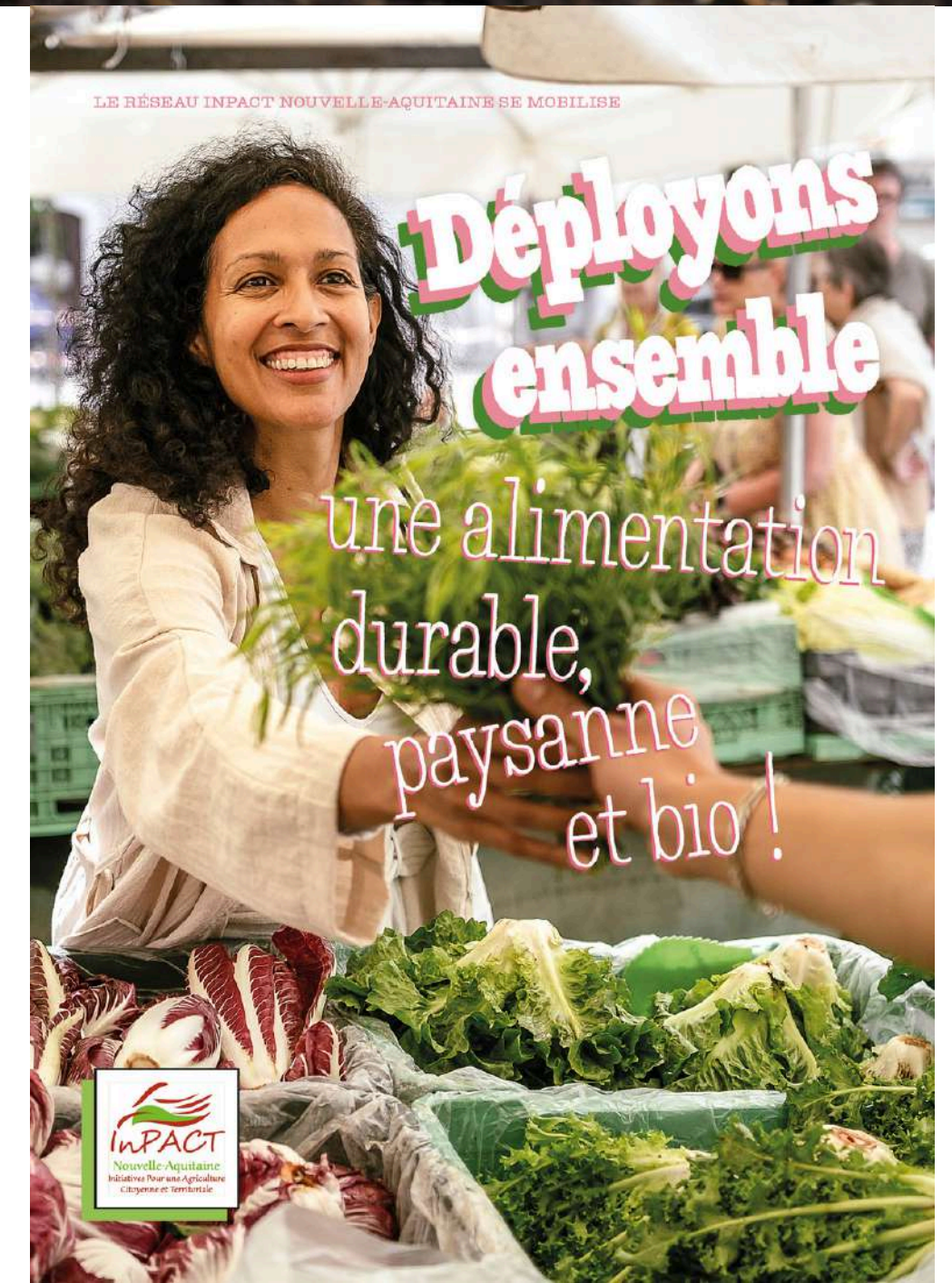
cinés-débats



Transmettre des fermes d'élevage, est-ce encore possible ?

La Théorie du boxer

ateliers Nourrir la ville en circuit-court



RAPPORT D'ACTIVITÉ

AXE 2 : COORDINATION



1 AG en partenariat avec le Réseau des CIVAM Poitou Charentes à Poitiers

1 Plaquette d'accueil "faisons réseau"

9 Conseils d'Administration

6 Réunions des Coordo

4 Commissions créées et animées

12 Veilles diffusées

1 DLA

2 Journées du Réseau

1 Diagnostic de réseau

4 Formations

RAPPORT D'ACTIVITÉ

AXE 3 : COMMUNICATION

11

Newsletters

60

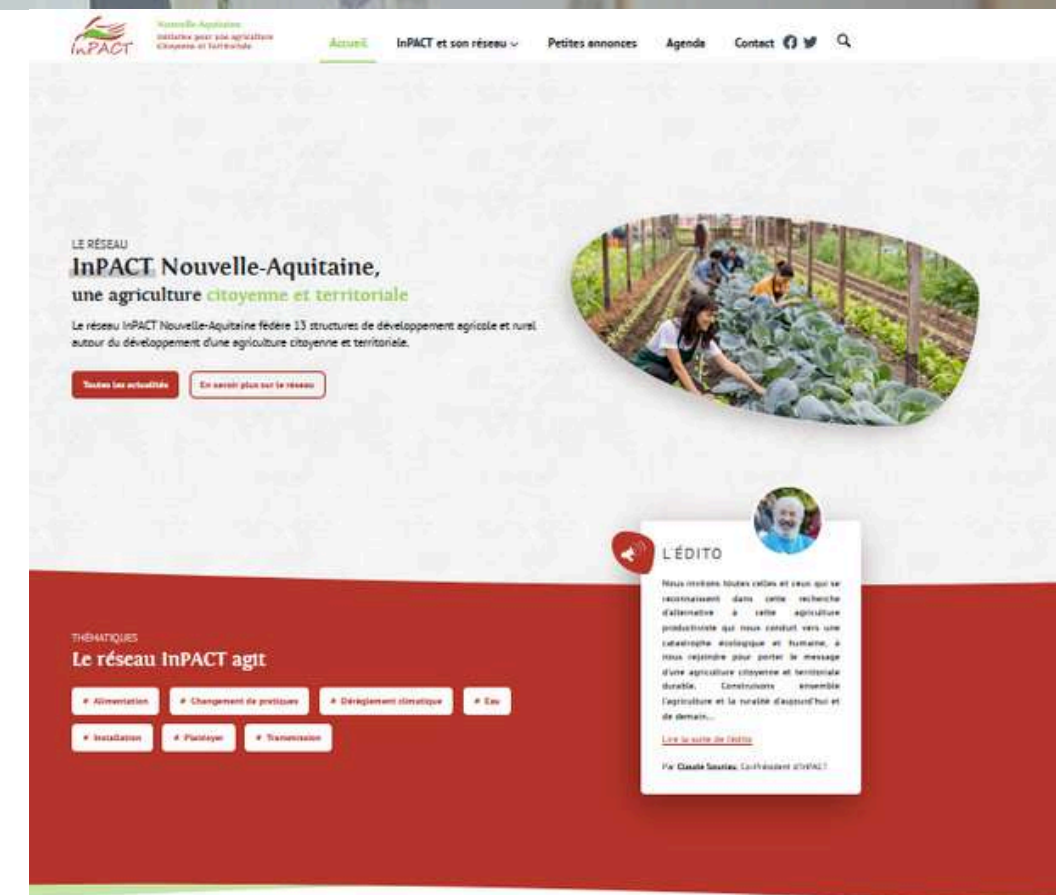
Articles publiés sur le site internet



Alimentation des réseaux sociaux

1

Nouveau compte LinkedIn



RAPPORT FINANCIER

Compte de résultat

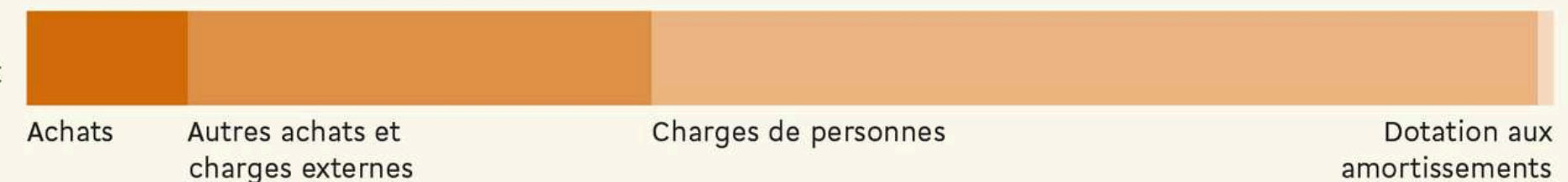
	2024	2023	Écart 2024-2023
Ressources associatives	85 745	99 779	- 14 %
Chiffre d'affaires	9 860	7 725	+ 28 %
Transfert de charges	0	0	
Reprises sur provisions	0	0	
Autres produits d'exploitation	1	2	- 50 %
Total des produits d'exploitation	95 606	107 506	- 11 %
Achats consommés	10 908	13 990	- 22 %
Autres achats et charges externes	31 480	31 117	+ 1 %
Aides financières	0	0	
Impôts et taxes	260	218	+ 19 %
Charges de personnel	60 156	52 454	+ 15 %
Reports en fonds dédiés	0	0	
Dotations aux amortissements	986	286	+ 245 %
Dotations aux provisions	0	0	
Autres charges d'exploitation	3	8	- 62 %
Total des charges d'exploitation	103 794	98 073	+ 6 %
Résultat d'exploitation	- 8 187	9 433	
Résultat financier	254	85	
Résultat courant	- 7 933	9 518	
Résultat exceptionnel	172	2 578	
Résultat de l'exercice	- 7 761	12 096	

Répartition des produits et des charges

Produits
95 606 €



Charges
107 794 €



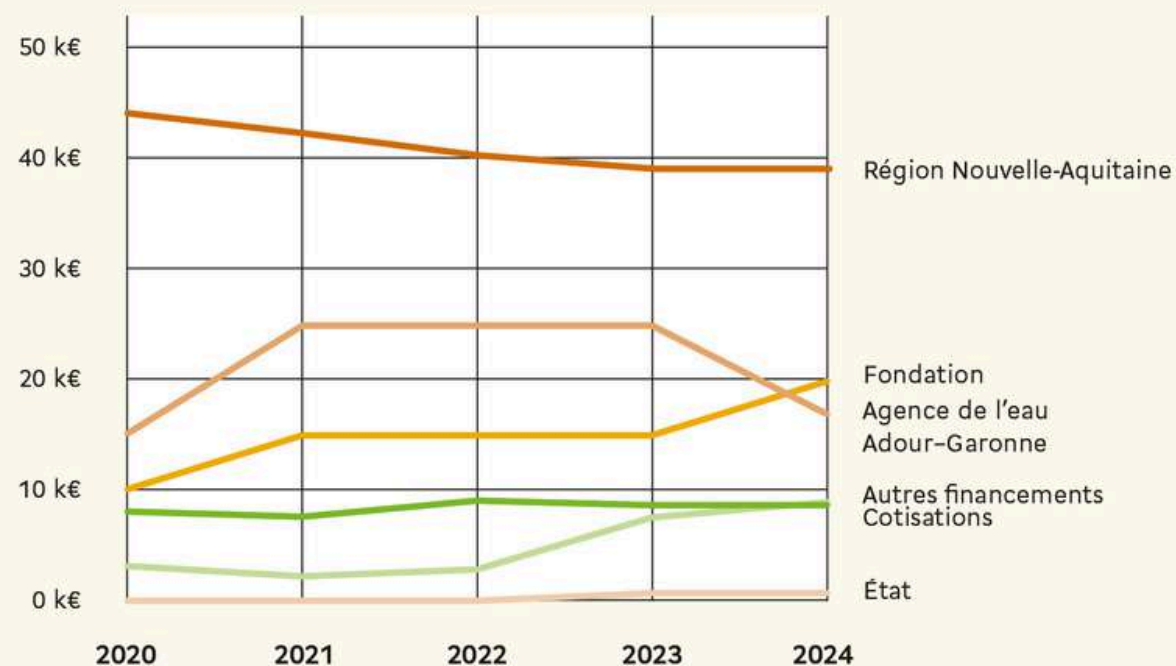
RAPPORT FINANCIER

SOUMIS À L'APPROBATION DE L'AG

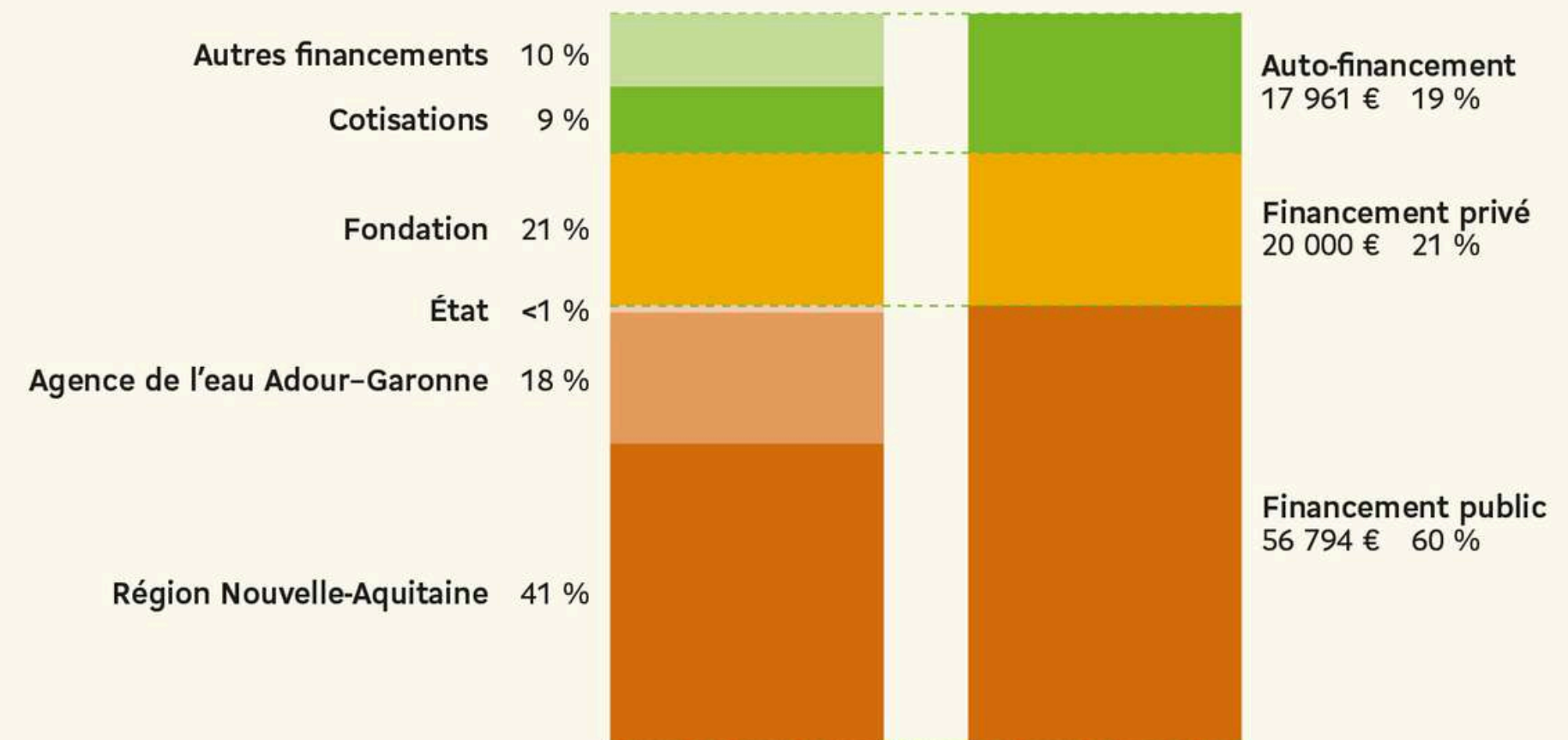
Évolution des financements accordés

Financements accordés	2020	2021	2022	2023	2024	Écart 2024-2023	Écart 2020-2024
Région Nouvelle-Aquitaine	44 005	42 203	40 200	38 994	38 994	0 %	- 11 %
Agence de l'eau Adour-Garonne	15 000	25 000	25 000	25 000	16 800	- 33 %	+ 12 %
Fondations	10 000	15 000	15 000	15 000	20 000	+ 33 %	+ 100 %
Caisse(s) du Crédit agricole	1 500	2 100	1 200	0	0	-	- 100 %
Collectivités publiques	0	2 750	0	0	0	-	-
État	0	0	0	1 000	1 000	0 %	-
Cotisations	8 100	7 530	9 300	8 800	8 800	0 %	+ 9 %
Autres financements	3 150	2 186	2 948	7 725	9 161	+ 19 %	+ 191 %
Total	81 755	96 769	93 648	96 519	94 755	- 2 %	+ 16 %

Budget de l'association	78 311	95 514	95 521	110 169	?
Résultat net	8874	7200	1894	12 096	- 7 761
					- 164 %



Répartition des financements accordés, en 2024



BUDGET PREVISIONNEL

SOUMIS À L'APPROBATION DE L'AG

60 - Achats	4 491,00 €	70 - Ventes de produits finis, prestations de services, marchandises	1 415 €
602- Achats stockés, autres approvisionnements	0	706 - Prestations de formation vivea	1415
604 - Achats d'études & prestations de services (animations évènements)	3 000		
6061 - Fournitures non stockables (eau, énergie,...)	0		
6063 - Fournitures d'entretien et de petits équipements	100	708 - Produits des activités annexes	0
6064 - Fournitures administratives et	1175		
60641 - Petits logiciels stock/zoom	216		
607- Achat de marchandises	0		
61 - Services extérieurs	7 829,22 €	74 - Subvention d'exploitation	52 214 €
611 - Sous-traitance générale	1400		
6111 - Sous-traitance formations vivea	2442		
613 - Locations et charges	1290,96	Région Nouvelle-Aquitaine	38 214
		Agence de l'eau : Adour Garonne	14 000
615 - Entretien & réparations			
616 - Primes d'assurance	776,26		
6182 - Divers (formation des salariés)	1120		
618 - Divers (documentation)	800		
62 - Autres services extérieurs	16 291,73 €		
6214 - Personnel détaché prêté à InPact			
622 - Rémunérations d'intermédiaires et	4 000		
623 - Publicité, publications, relations publiques	8 416		
6241 - Transport sur achat			
625 - Déplacements, missions et réceptions	3 275		
625 - télécommunications	300		
627 - Services bancaires et assimilés	200		
628 - Divers (adhésion...)	100		
63 - Impôts, taxes et versements assimilés	4 100,00 €	75 - Autres produits de gestion courante	38 900,00 €
631 - Taxe sur les salaires	3 800	Cotisations	8 900
6333 - Participation des employeurs à la formation professionnelle continue	300		
63513 - Autres impôts locaux		Fondation Léa Nature	20 000
6354 - Droits d'enregistrements		Ix Jardin Bio Jus	10 000
64 - Charges de personnel permanent	58 660,00		
641 - Rémunération stagiaire/alternant	0	76 - Produits financiers	0
		77 - Produits exceptionnels	0
65 - Autres charges de gestion courante	2	78 - Reprises sur amortissements et	0
66 - Charges financières		79 - Transferts de charges	0
67 - Charges exceptionnelles			
68 - Dotations aux amortissements, provisions et engagements	1 155,00	Auto-financement	
Total	92 529 €	Total des produits de l'action	92 529 €
		nature	
		Bénévolat	
		Prestation en nature	
		Dons en nature	
Excédent	0	Déficit	0
Total	92 529 €	TOTAL	92 529 €

NOUVELLE ADHÉSION

Alterfixe 47 rejoint le réseau InPACT NA !



ALTERFIXE

S'INSTALLER
AUTREMENT



L'Alterfixe, c'est quoi ?



Ouvrer au renouvellement des
générations agricoles
et à la re-localisation de l'alimentation



Accompagner l'installation en
agriculture



Un parcours immersif pour
s'installer dans un territoire

COTISATIONS 2025

SOUMIS À L'APPROBATION DE L'AG

Collèges	Montants
<u>Collège 1</u> : associations et/ou collectifs Nouvelle Aquitaine	1 500€
<u>Collège 2</u> : associations et/ou collectifs non régionaux	Structures avec salarié(s): 500€ Structures sans salarié: 100€
<u>Collège 3</u> : structures environnementales	Structures régionales : 250€ Structures départementales : 100€
<u>Collège 4</u> : structures de consommateurs	Structures régionales : 250€ Structures départementales : 100€
<u>Collège 5</u> : personnes physiques	> 20€
<u>Collège 6</u> : adhésion de soutien (structures ou personnes physiques)	prix libre

COTISATIONS 2025

SOUMIS À L'APPROBATION DE L'AG

STRUCTURES	COTISATIONS 2025
Accéa+	500€
AFIPaR	500€
Alterfixe	100€
ARDEAR NA	1 500€
Bio NA	1 500€
CBD NA	600€
CIVAM NA	1 500€
Espaces Test : <i>(Champs du Partage / Pays'en Graine / Co-Actions)</i>	900€
Les Compagnons du Végétal	100€
MABD	100€
Terre de Liens NA	1 500€
Trait Vienne	100€
Total cotisations	8 900€



RAPPORT D'ORIENTATION

CLAUDE SOURIAU, CO-PRÉSIDENT

PLAN STRATÉGIQUE



3 AXES



Recherche de financement



Communication et Plaidoyer



Mobilisation et renouvellement des administrateurs



2 COMMISSIONS

RÈGLEMENT INTÉRIEUR

CA

Indemnisation

Prise de décision

Salarié.es

Fiches de poste

Les représentants du conseil d'administration sont ratifiés par l'assemblée générale pour une durée de trois ans, renouvelable une fois. Un mandat de trois ans supplémentaires est accordé aux membres du bureau.

Le temps de présence aux réunions en présentiel du conseil d'administration et aux journées du réseau pourra faire l'objet d'une indemnisation sur la base d'un montant forfaitaire de 100€ (sauf les représentants retraités).

Chaque administrateur étant mandaté par leur structure, prend les décisions courantes au nom de leur structure. Un sujet nécessitant une prise de position sera d'abord débattu au sein des structures avant d'être voté en CA d'InPACT.

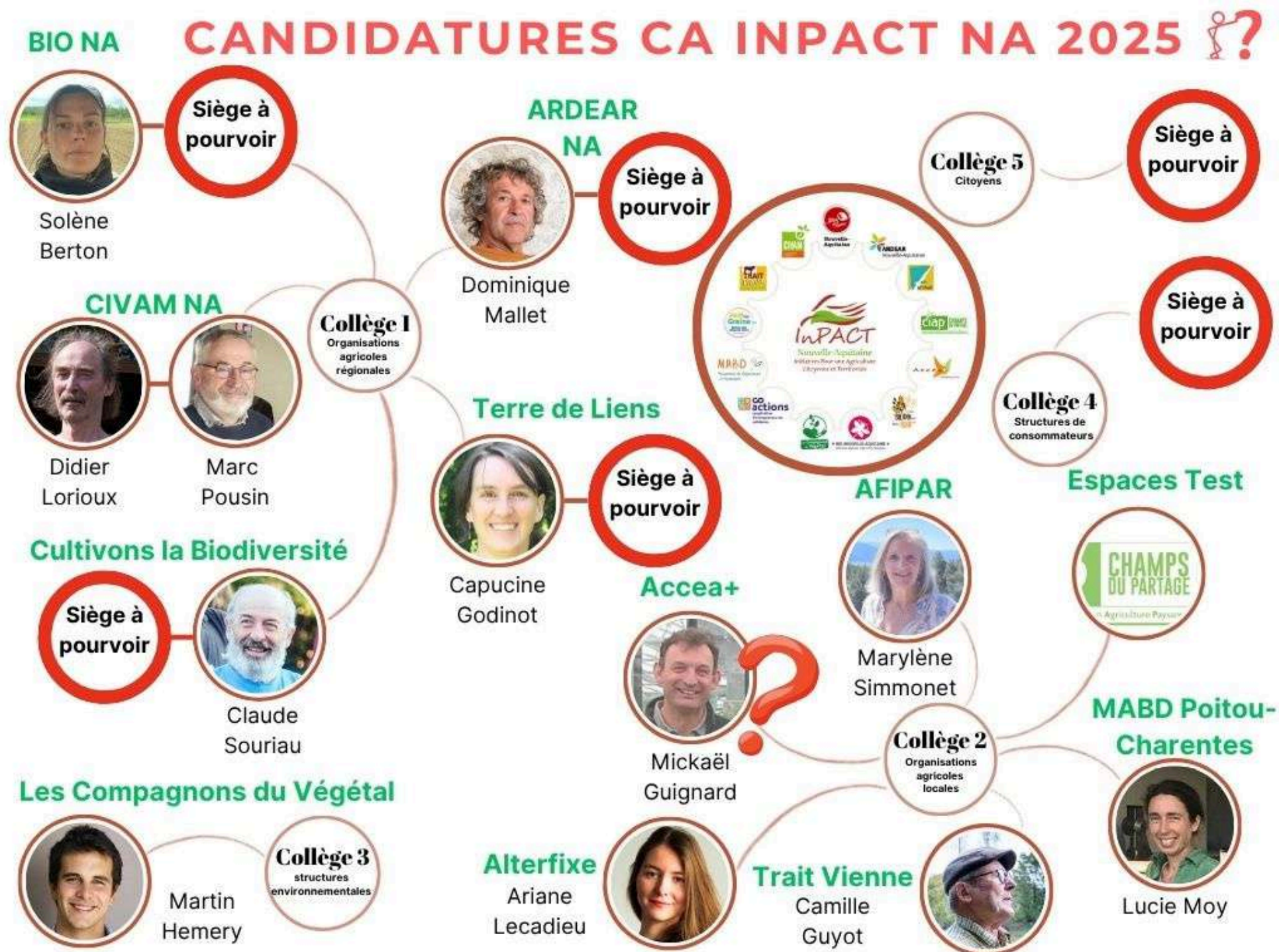
Les salariés peuvent disposer d'un mandat au sein du CA (administrateur ou suppléant).

Chaque administrateur s'engage à assurer les missions telles que définies dans sa fiche de poste.

Communication

La tête de réseau destine ses mails d'ordre politique aux président.es ainsi qu'aux coordinateurs et coordinatrices ou salarié.es référents des 14 membres.

RATIFICATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION 2025



MERCI POUR VOTRE ATTENTION



www.inpactna.org



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION

QUELS COÛTS POUR LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

Tout dépend de table



L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION





PLAN

I) NOTRE INTENTION INITIALE ET LE CADRE CONCEPTUEL DE L'ÉTUDE

II) LE COÛT DES IMPACTS NÉGATIFS : 19 MDS D'EUROS

III) LE MONTANT DES SOUTIENS AUX ACTEURS : 48 MDS D'EUROS

IV) LES SUITES

AUX ORIGINES DE CE RAPPORT





AUX ORIGINES DU RAPPORT

Un **partenariat inédit entre 4 associations...**



Secours Catholique : Association de lutte contre la pauvreté en France et dans le monde



Solidarité Paysans : association qui vient en aide aux agriculteurs - agricultrices en difficulté.



CIVAM : centres d'Initiatives pour valoriser l'agriculture et le milieu rural



Fédération Française des Diabétiques : Association de patients qui représente et défend les personnes diabétiques.

... face à une **équation insoluble ?**

Alimentation accessible - santé -
rémunération des producteurs -
transition agro-écologique



**LA QUADRATURE
DU POIREAU**

BASIC



AUX ORIGINES DU RAPPORT

CONSTAT

8 MILLIONS DE FRANÇAIS EN INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE

À minima 2 millions de personnes obligées de recourir à l'aide alimentaire pour se nourrir.

CONSTAT

+160% DE DIABÉTIQUES EN 20 ANS

Quand l'obésité prend un virage épidémique

CONSTAT

18% DES AGRICULTEURS SOUS LE SEUIL DE PAUVRETÉ

Qui ne parviennent pas à tirer un revenu décent de leur travail, et 2 fois plus de risque de suicide que le reste de la population

CONSTAT

-30% D'OISEAUX DES CHAMPS EN 15 ANS

437 captages d'eau potable abandonnés entre 2010 et 2021 en raison des nitrates et pesticides en France

Des constats que l'on oppose dans le débat public ;

Pour nos 4 associations, **c'est NON**





Témoignages extraits du rapport “Etat de la pauvreté en France” du SCCF- 2022

“Quand on a le RSA ou bien parfois même moins [...] il faut toujours regarder son porte-monnaie. Nous ne savons jamais ce que nous allons pouvoir faire, c’est un stress existentiel qui colle à la peau, un stress qu’on traîne à tout moment, interminable. [...] Dans la famille ça crée un malaise et un mal-être. Ça prend beaucoup de place dans les conversations. [...] Les enfants deviennent adultes avant l’âge [...].”

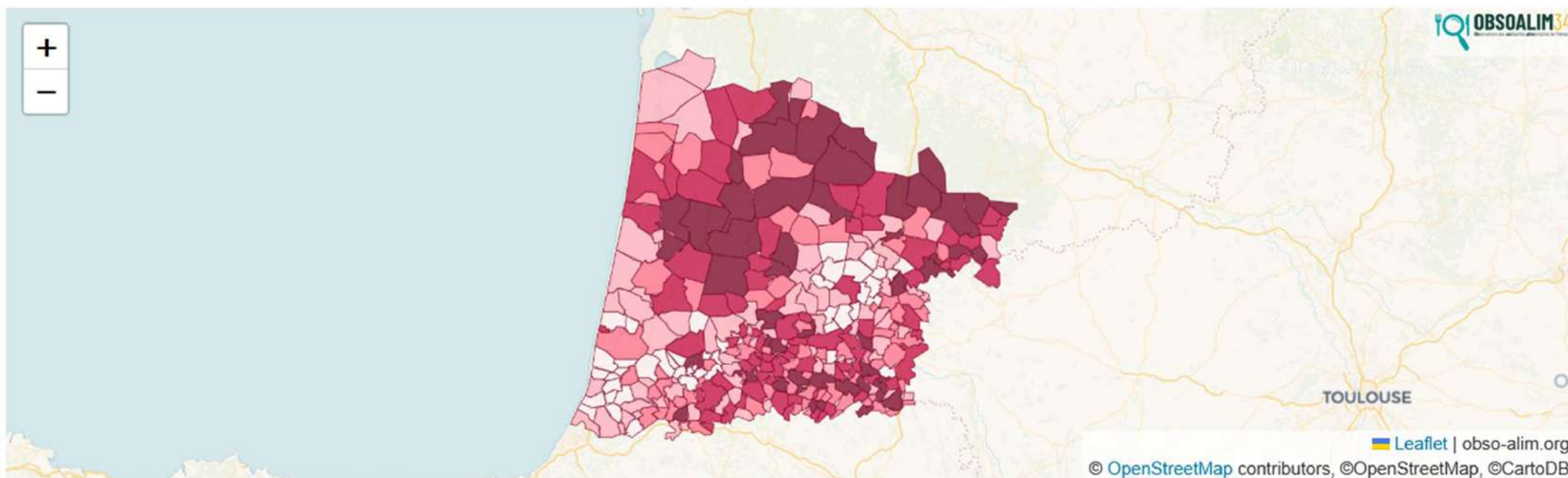
“Avant de venir à la caisse, on calcule le prix de ce qu’il y a dans notre caddie pour enlever des articles au cas où”

“Nous dissimulons la pauvreté que nous vivons, et qui ne doit pas se voir en dehors [...] Quand on ne mange pas le midi, on reste avec les autres personnes qui ne mangent pas non plus. Personne ne sait si tu as faim, tout le monde sait quand tu sens bon.”

Cartographie des risques de la précarité alimentaire lié à un cumul de facteurs de risque dans les communes des Landes

Indicateur considéré : Indicateur agregé

Echelle de référence pour la comparaison : Landes (40) [\(en savoir plus sur la méthode de calcul\)](#)



Niveau de risque de précarité alimentaire



EXPORTEZ LA CARTE

> INTERPRÉTEZ LA CARTE

<https://diagnostic.obso-alim.org/cartographie>



AUX ORIGINES DU RAPPORT

Un rapport pour :

- ⇒ **comprendre le “vrai coût” de notre alimentation** : de quoi sortir des oppositions et donner les moyens de débattre sur le sujet ;
- ⇒ **Identifier des marges de manoeuvre financières** pour des politiques publiques qui améliorent l'accessibilité à l'alimentation de qualité
- ⇒ **sortir de la seule approche du consomm'acteur pour changer les choses** (cf. responsabilité individuelle)

METHODOLOGIE





NOTRE MÉTHODOLOGIE

Dans *l'Injuste prix* nous avons regardé deux choses :

1. **les coûts des impacts négatifs de notre système alimentaire en France** (sociaux, écologiques et de santé) ;
2. **l'ensemble des soutiens publics aux acteurs de ce système en France** (pour les cantines, la restauration, l'aide alimentaire, l'agriculture etc.)

Selon un cadre méthodologique et un chiffrage du **BASIC**

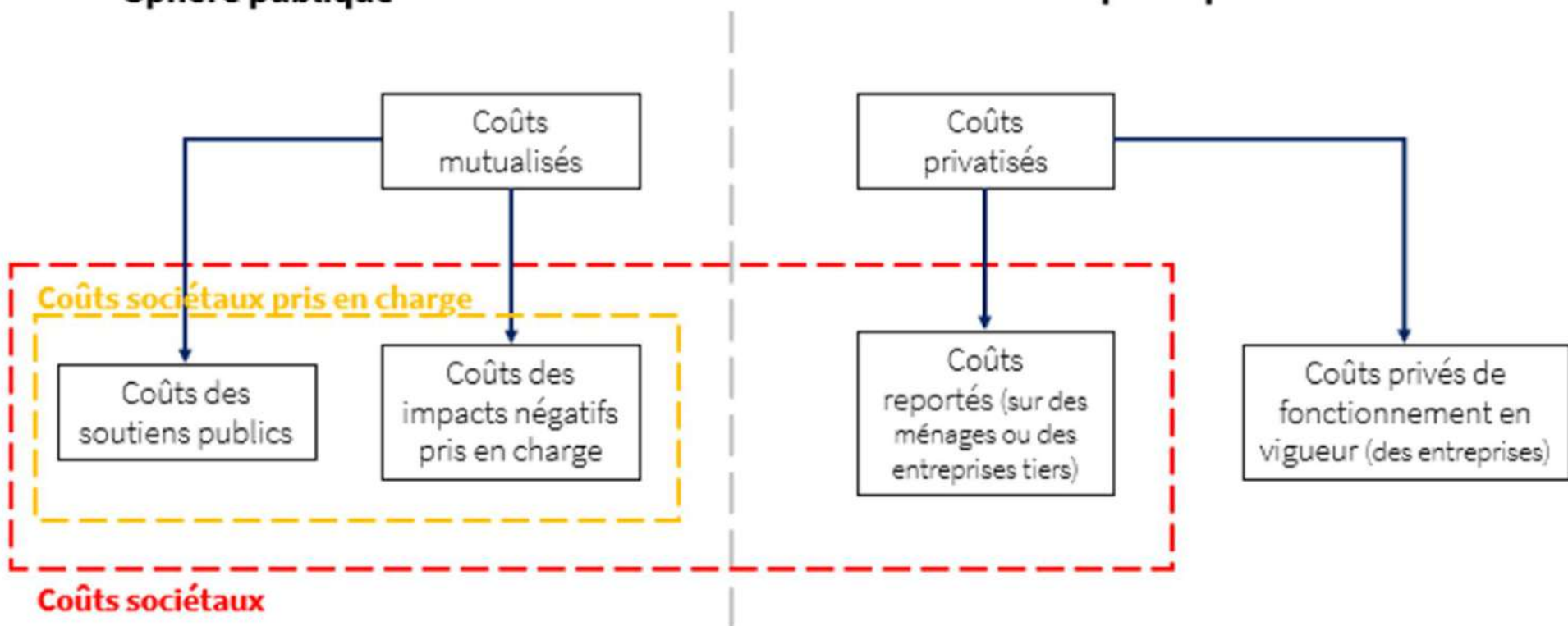




LE CADRE CONCEPTUEL

Sphère publique

Sphère privée



**LES COÛTS DES IMPACTS
NÉGATIFS PRIS EN
CHARGE : 19 MDS**





NOTRE MÉTHODOLOGIE

1. UNE APPROCHE COMPTABLE (CHOIX PRAGMATIQUE ET ÉTHIQUE)

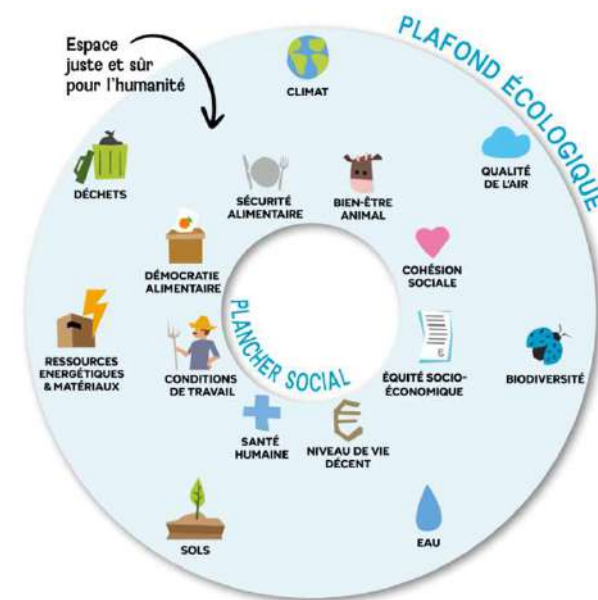
⇒ Différents des approches par les externalités ou les coûts cachés

1. L'IMPORTANCE D'UNE APPROCHE QUANTITATIVE ET QUALITATIVE

⇒ Recueil de la parole des personnes concernées (CIVAM / SCCF)

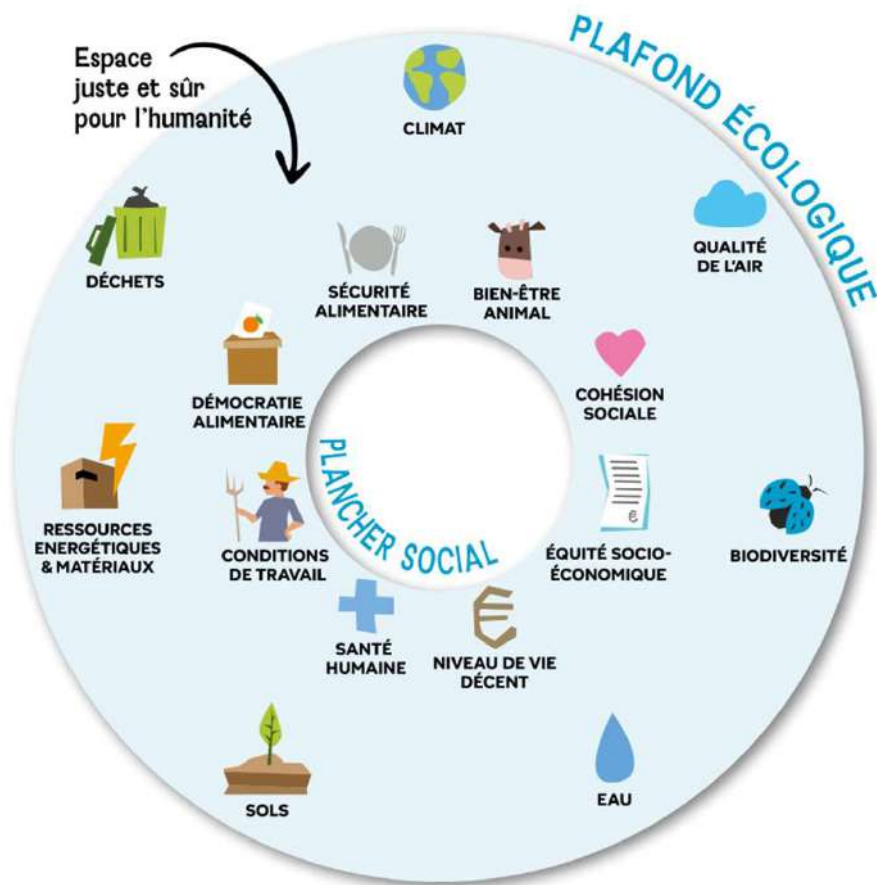
1. LA PARTICULARITÉ POUR LE CALCUL DES IMPACTS NÉGATIFS

⇒ Identifier les impacts négatifs à l'aide d'une boussole + les données scientifiques sur le sujet





LE DONUT : 15 INDICATEURS CLÉS

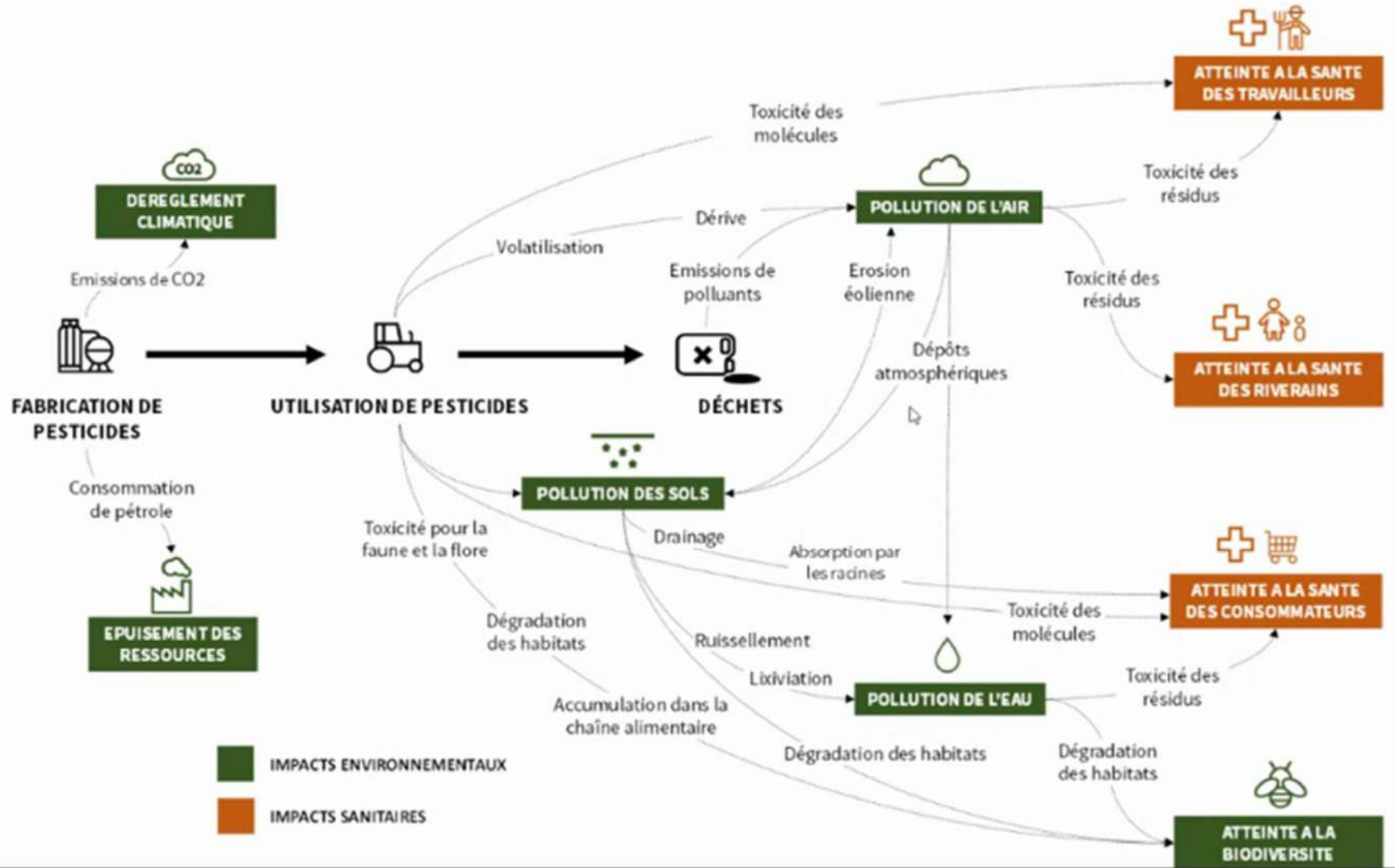


La théorie du Donut : un plancher social et un plafond écologique à respecter

Formalisée avec des indicateurs par le BASIC :

- **7 indicateurs environnementaux** constituent un plafond à ne pas dépasser pour préserver les écosystèmes
- **8 indicateurs sociaux** représentent le plancher de justice sociale qui découle des droits et besoins humains

Exemple des chemins d'impacts des pesticides

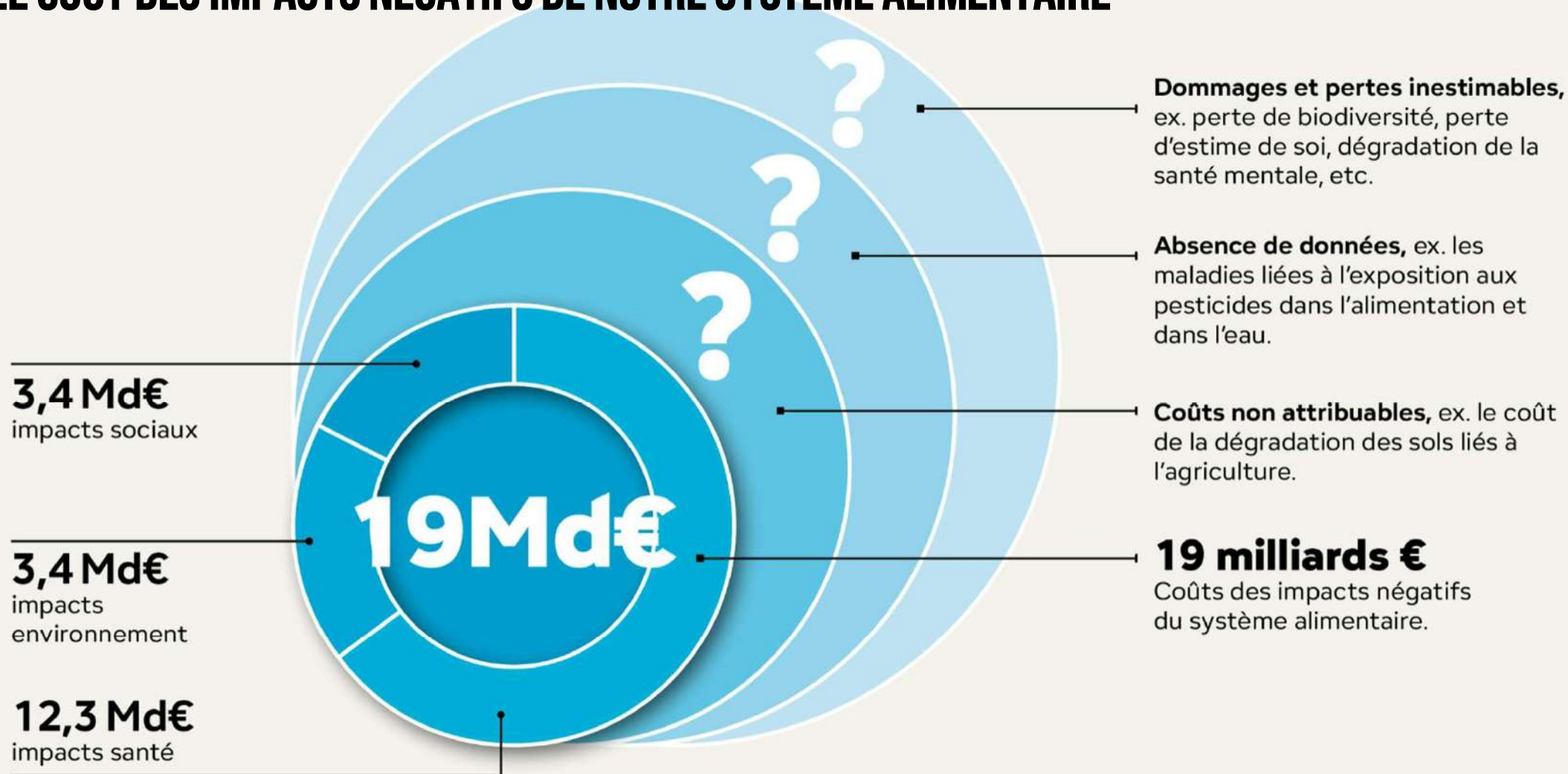


LES RÉSULTATS DU RAPPORT : LA VIDÉO

<https://youtu.be/fE0Wk2H54os>



LE COÛT DES IMPACTS NÉGATIFS DE NOTRE SYSTÈME ALIMENTAIRE





LE COÛT DES IMPACTS ÉCOLOGIQUES

SOLS

0€
Faute de données pour estimer la part liée aux dégradations agricoles

RESSOURCES ÉNERGÉTIQUES & MATÉRIELLES

0€
Pas de dépenses publiques identifiées.

BIODIVERSITÉ*

Protection de la biodiversité
408 M€

CLIMAT*

Atténuation du dérèglement climatique en France
155 M€

Dans les pays en voie de développement
33 M€

QUALITÉ DE L'AIR*

Prise en charge de maladies
981 M€

Surveiller et prévenir la pollution de l'air
800 M€

EAU*

Traitement de l'eau, polluée dont algues vertes
480 M€

DÉCHETS

Traitement des déchets issus du gaspillage alimentaire
1,5 Md€

Recherche sur la pollution plastique
10 M€

3,4 milliards d'euros



L'EXEMPLE DE L'EAU : 480 MILLIONS D'€ PAR AN

LE CONSENSUS SCIENTIFIQUE

Raréfaction de la ressource en eau : 80% de l'eau consommée par le secteur agricole est destiné à l'irrigation qui est pratiquée sur 5% des surfaces agricoles. 38% des surfaces irriguées sont du maïs dont une grande partie liée à la consommation animale

Pollution de l'eau : les agences de l'eau analysent l'état chimique des cours d'eau (pesticide, métaux lourds, hydrocarbures). 90 % du territoire surveillé connaissent la présence d'au moins un pesticide. Les concentrations les plus élevées correspondent aux zones de grandes cultures viticoles ou d'arboriculture (CGDD2018). Conséquence de l'usage des engrais, l'eutrophisation des milieux aquatique peut se manifester par le développement de microalgues ou d'algues vertes. La France est le pays ayant compté le plus d'invasion d'algues entre 1980 et 2015 (CGDD).

En 2021, selon des chiffres du ministère de la santé 11,5 millions de personnes ont reçu une eau ponctuellement ou régulièrement non conforme.

L'ACTION PUBLIQUE AUJOURD'HUI

La surveillance et la prévention des risques : prélèvement et analyses, dilution, traitements de potabilisation, déplacement de points de captage, prévention... La pollution de l'eau principalement suivie pour les risques qu'elle peut entraîner sur la santé de l'homme. La surveillance est notamment opérée par les responsables de la production et distribution de l'eau et les Agences régionales de santé.

Le Plan de lutte contre les algues vertes, a un budget de 75,6M d'euros sur 5 ans.

Méthodo

L'essentiel du chiffrage porte sur les coûts liés à la pollution de l'eau aux nitrates et aux pesticides (potabilisation, déplacement de captages...). Les politiques de prévention Ecophyto, les MAEC, ou les PSE n'ont pas été pris en compte.



ZOOM SUR LA SANTÉ

12,3 MILLIARDS D'EUROS : LE COÛT DES IMPACTS SUR LA SANTÉ

- 11,7 milliards d'euros pour les maladies des consommateurs
- 675 millions d'euros pour les maladies professionnelles : troubles musculosquelettiques et exposition aux pesticides



**Des dépenses
largement
sous-estimées**





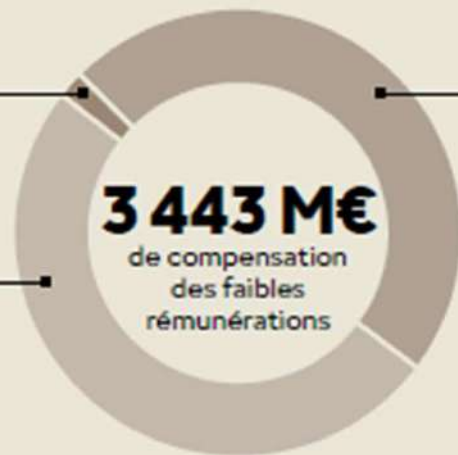
ZOOM SUR LES COÛTS SOCIAUX

3,4 milliards de compensation des faibles rémunérations le long de la chaîne



65 M€
RSA pour les chefs d'exploitation

1 640 M€
déficit du régime des retraites agricoles



1 738 M€
soutien aux bas salaires des acteurs du système alimentaire

Source : Basic.

L'aide alimentaire : 664 millions€ dont 48% de défiscalisation des dons alimentaires (invendus)

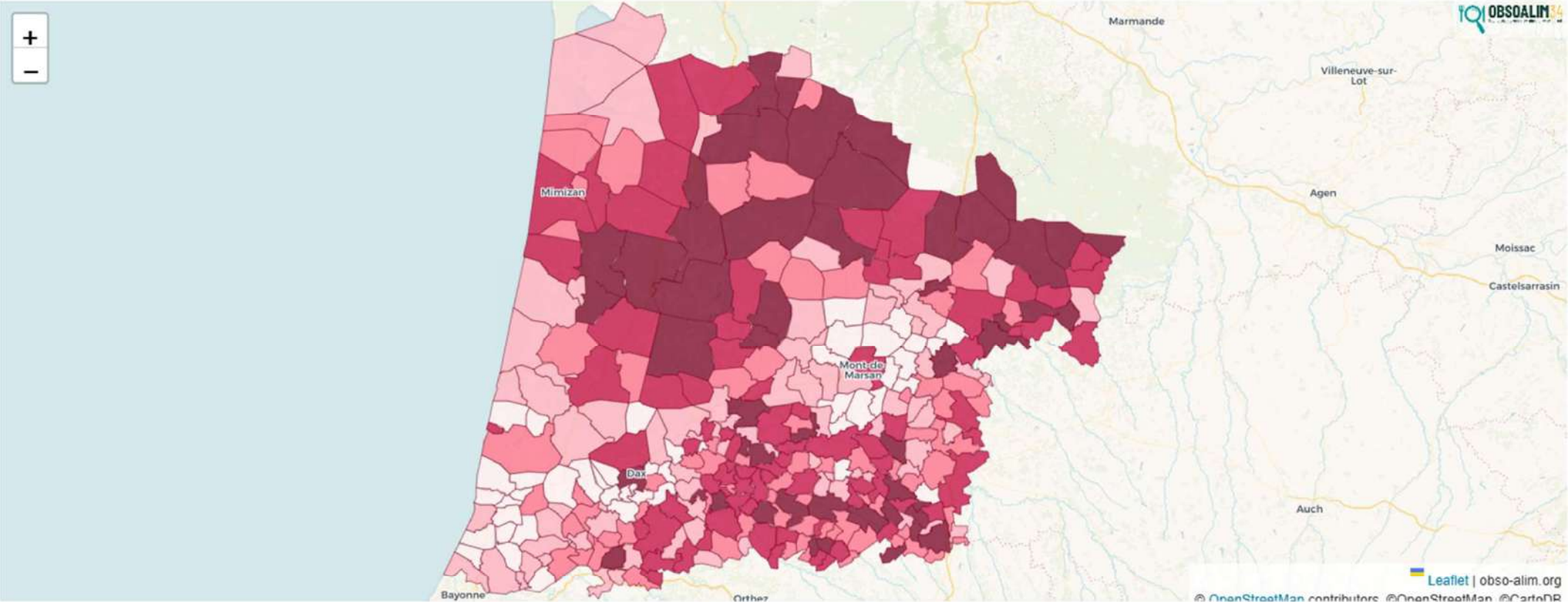


QUELS DIAGNOSTIC SUR LA PRECARITE ALIMENTAIRE?

Cartographie des risques de la précarité alimentaire lié à un cumul de facteurs de risque dans les communes des Landes

Indicateur considéré : Indicateur agrégé

Echelle de référence pour la comparaison : Landes (40) (en savoir plus sur la méthode de calcul)



Niveau de risque de précarité alimentaire

- Le plus bas
- Bas
- Moyen
- Elevé
- Le plus élevé
- Secret statistique
- Points d'aide alimentaire
- OPV
- EPCI

EXPORTEZ LA CARTE

> INTERPRETEZ LA CARTE

Pour les facteurs de risque sous secret statistique, le niveau de risque de précarité alimentaire fait l'objet d'une estimation détaillée dans la page Méthode de calcul

Contraintes économiques

Isolement social

Environnement alimentaire appauvri

Information alimentaire insuffisante

Approche combinée

COÛTS TROUVÉS, COÛTS TROUVABLES ET COÛTS INESTIMABLES



Absence de données, ex. les maladies liées à l'exposition aux pesticides dans l'alimentation et dans l'eau.

Coûts non attribuables, ex. le coût de la dégradation des sols liés à l'agriculture.

Dommages et pertes inestimables, ex. perte de biodiversité, perte d'estime de soi, dégradation de la santé mentale, etc.

QUELS LEVIERS D'ACTION LOCALEMENT

DIAGNOSTIC TERRITORIAL AGRI ALIMENTAIRE

NOUVELLE AQUITAINE (territoiresfertiles.fr)

TERRES AGRICOLES

5/10

La surface agricole par habitant **est suffisante pour le régime alimentaire actuel** mais l'objectif Zéro Artificialisation n'a pas été atteint entre 2013 et 2018.

AGRICULTEURS & EXPLOITATIONS

7/10

Part d'actifs agricoles permanents **plus élevée que la moyenne française** mais **en déclin**.

PRODUCTION

7/10

Production **suffisante** pour couvrir la consommation mais pratiques agricoles **très préjudiciables** à la biodiversité.

INTRANTS

4/10

Dépendance **très marquée** aux pesticides et **marquée** à l'énergie et à l'eau d'irrigation.

TRANSFORMATION & DISTRIBUTION

6/10

36 % de la population est théoriquement dépendante de la voiture pour ses achats alimentaires.

CONSOMMATION [A l'échelle FR]

⚠

Régime alimentaire **riche et très carné** qui induit un **besoin important de surfaces agricoles**. Précarité alimentaire **importante et en hausse**.

Région peu dense avec une part majoritaire de surface agricole et aucune spécialisation agricole dominante.



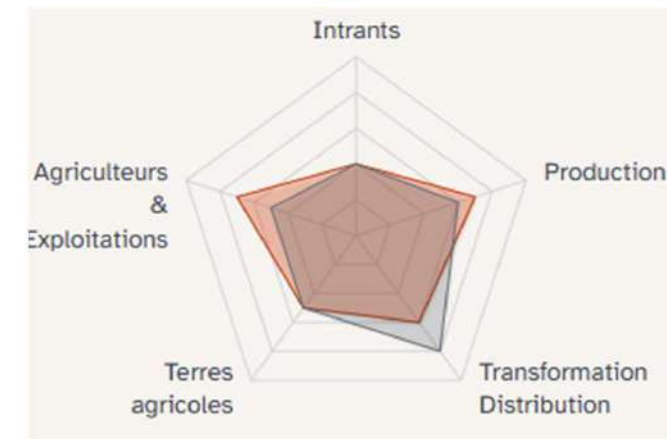
5,9 millions habitants



8,5 millions ha



3,6 millions ha productifs



QUELS LEVIERS D'ACTION LOCALEMENT

DIAGNOSTIC TERRITORIAL AGRI ALIMENTAIRE

DEPARTEMENT DES LANDES

TERRES AGRICOLES

5/10

La surface agricole par habitant **est suffisante pour le régime alimentaire actuel** mais l'objectif Zéro Artificialisation n'a pas été atteint entre 2013 et 2018.

AGRICULTEURS & EXPLOITATIONS

7/10

Part d'actifs agricoles permanents **plus élevée que la moyenne française** mais **en déclin**.

PRODUCTION

5/10

Production élevée **mais trop spécialisée** pour couvrir la consommation et pratiques agricoles **très préjudiciables** à la biodiversité.

INTRANTS

2/10

Dépendance **très marquée** à l'énergie et aux pesticides et **marquée** à l'eau d'irrigation.

TRANSFORMATION & DISTRIBUTION

6/10

39 % de la population est théoriquement dépendante de la voiture pour ses achats alimentaires.

CONSOMMATION [A l'échelle FR]



Régime alimentaire **riche et très carné** qui induit un **besoin important de surfaces agricoles**. Précarité alimentaire **importante et en hausse**.

Département peu dense avec une part minoritaire de surface agricole et une spécialisation agricole dominante 'Polyculture Polyélevage'.



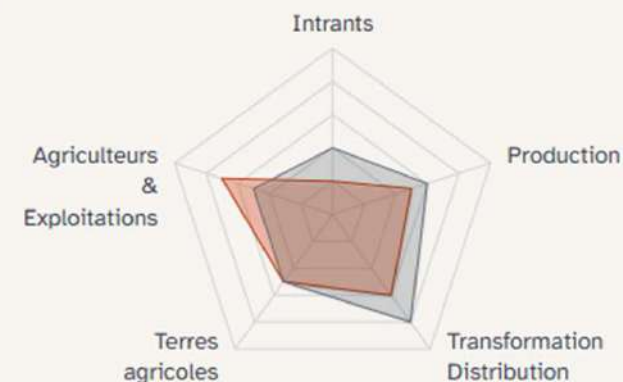
410 000 habitants



940 000 ha



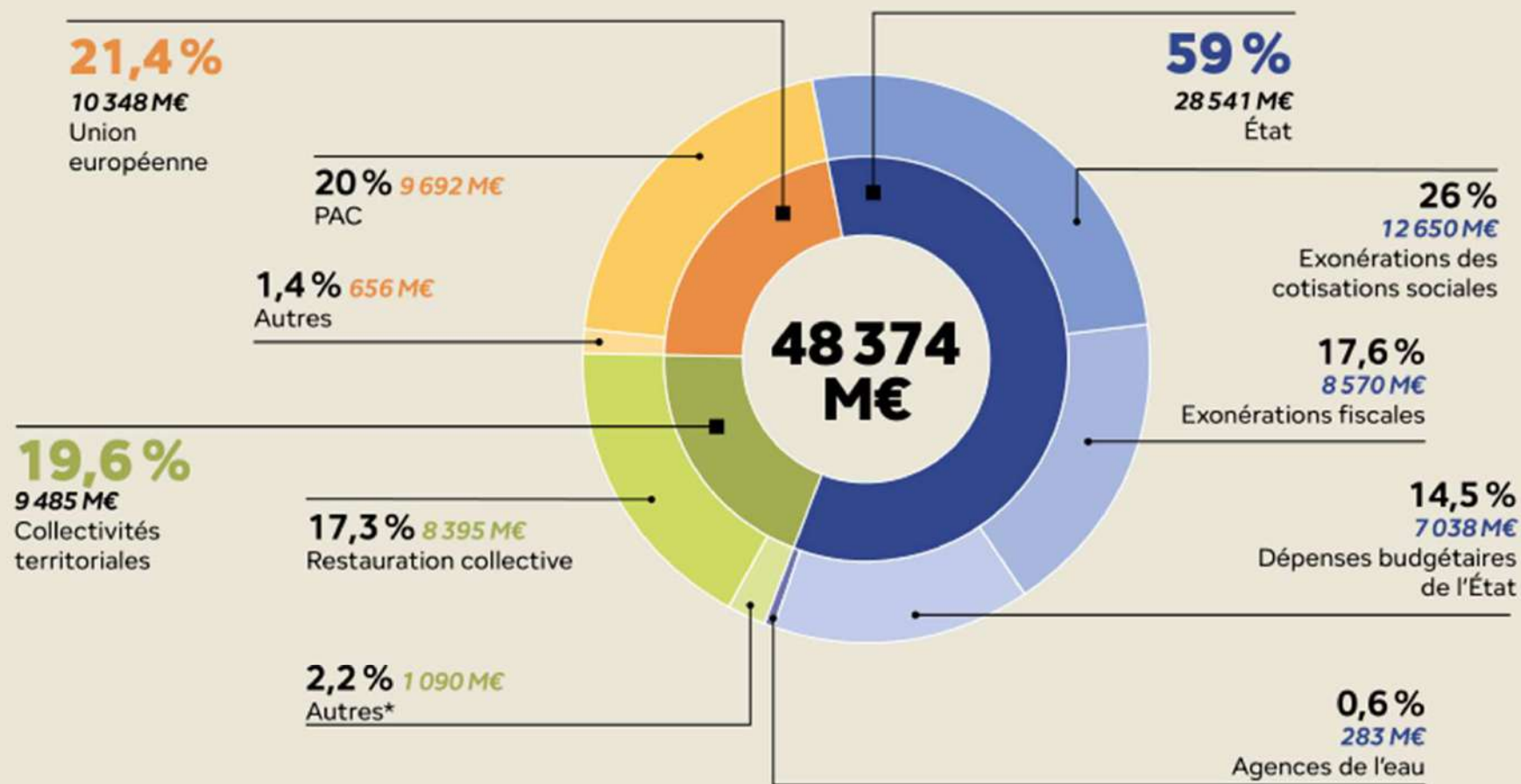
190 000 ha productifs



LES COÛTS DES SOUTIENS PUBLICS : 48 MDS



Répartition des sources de soutiens publics au système alimentaire français (2021)



* Ces dépenses comprennent le financement de l'aide alimentaire par les collectivités et des dépenses de fonctionnement et d'investissement en lien avec l'agriculture, la pêche et l'agro-industrie.

Source : Basic et I4CE, 2024.


BILAN DE LA RESTAU CO EN NOUVELLE AQUITAINE

-  Points forts

- Mobilisation territoriale active : nombreuses collectivités engagées (PAT, démarches qualité).
- Progrès sur les produits durables : hausse des achats sous signes de qualité (AB, Label Rouge).
- Soutiens régionaux : accompagnement technique/financier (AAP, plateformes logistiques).
- Expérimentations inspirantes : initiatives CIVAM, CUMA (local bio, légumineuses, fait maison).

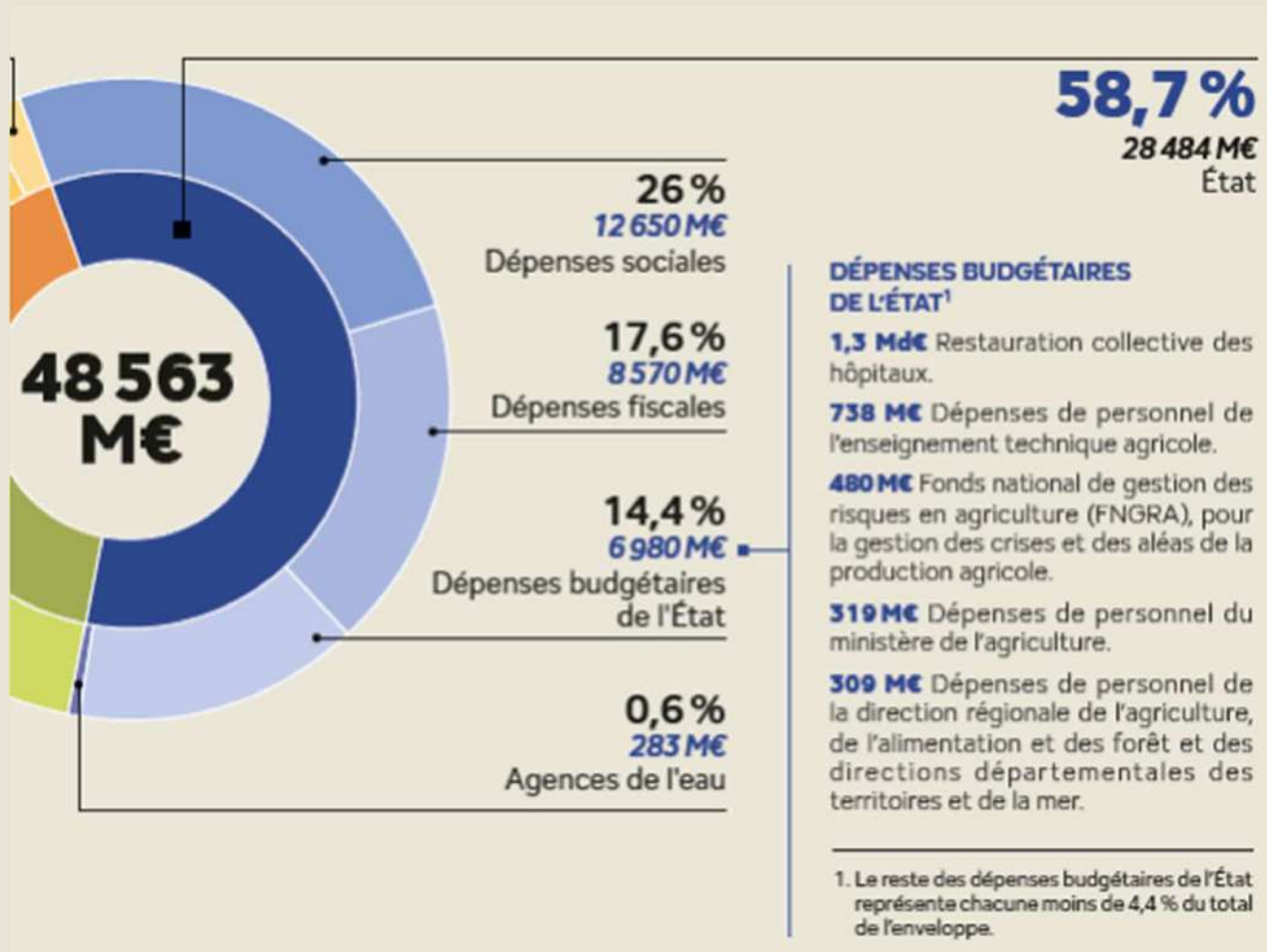
-  Points faibles

- Atteinte partielle des objectifs EGalim :
 - <50% atteignent les 50% de produits durables.
 - <30% atteignent les 20% de bio obligatoires (Obs. EGalim 2023).

-  Respect de la loi EGalim

- Loi encore inégalement appliquée :
 - Objectifs non généralisés.
 - Affichage origine des viandes souvent incomplet.
 - Peu de contrôle ou sanctions effectives.

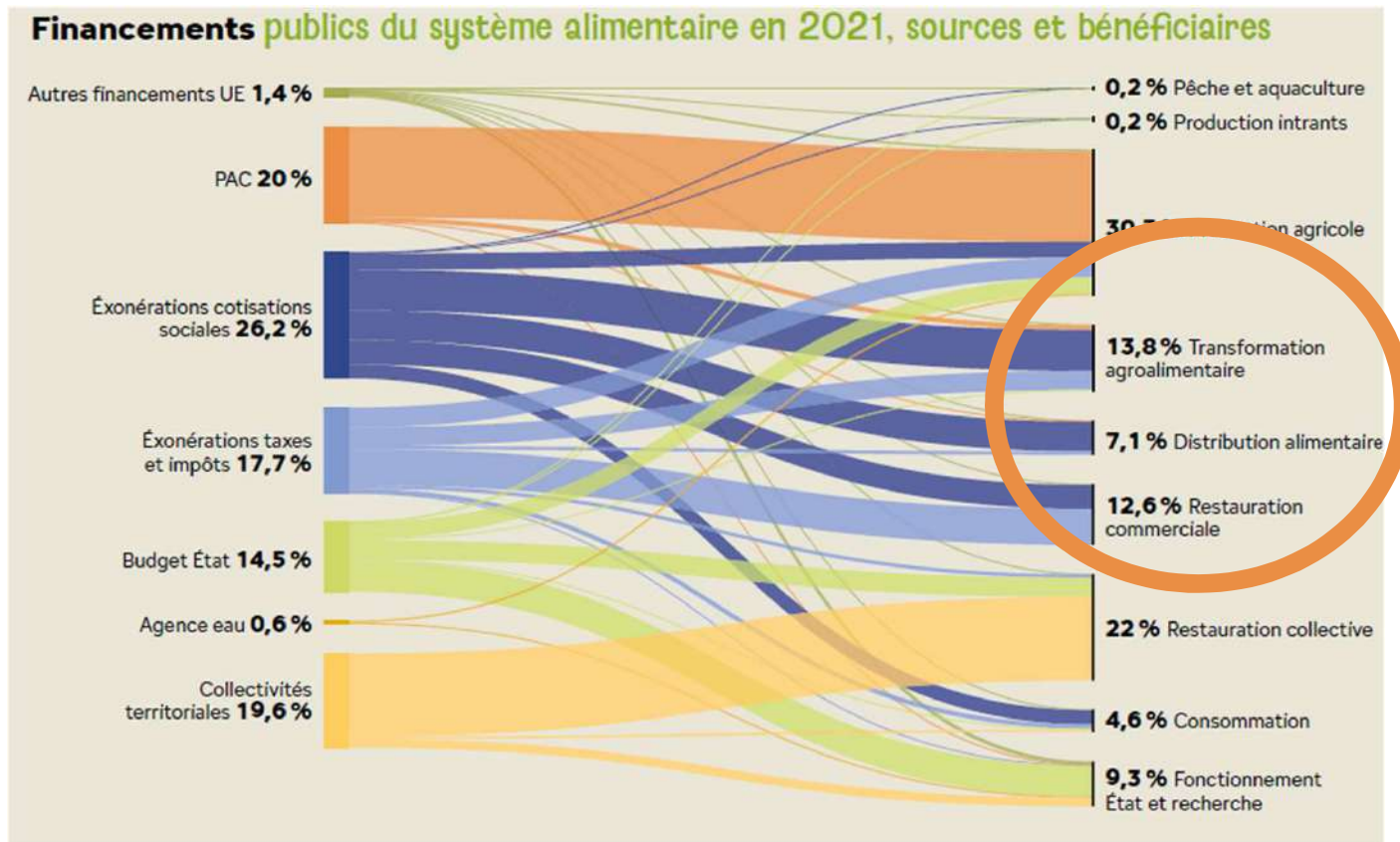
ZOOM SUR LES DÉPENSES BUDGÉTAIRES DE L'ÉTAT



Etat = premier soutien du système alimentaire. Celui-ci passe massivement par des politiques d'exonérations sociales et fiscales.



QUELS ACTEURS EN BÉNÉFICIAIRE ?



Seuls 30% de ces soutiens bénéficient directement au maillon agricole. Les acteurs de la transformation, distribution et restauration sont les principaux bénéficiaires des exonérations sociales et fiscales.



48 Milliards ? On a les moyens d'agir !

- > Nous mutualisons déjà, l'alimentation est un commun.
- > Ces financements modèlent notre paysage agricole et notre environnement alimentaires. Ils contribuent, de ce fait, à orienter les **290 Mds d'€ de consommation alimentaire privée** des ménages.
- > Il n'est pas à la portée du consom'acteur de changer structurellement nos modèles de production et de consommation
- > Redonner une orientation à notre système alimentaire devient urgent. Nous sommes légitimes à définir ces orientations. **Il faut démocratiser le système alimentaire ...**

L'ampleur de ces montants, et leur incohérence est l'une des révélations de notre rapport : **d'une main, la collectivité répare (19 mds)**, de l'autre, elle **entretient la cause même des dommages occasionnés (48 Mds)**

POINTS CLÉS DU RAPPORT

**D'UNE POLITIQUE DE
L'OFFRE A LA
CONSTRUCTION D'UNE
DEMOCRATIE
ALIMENTAIRE**





AGIR TOUT AU LONG DE LA CHAÎNE 1/4

On attend beaucoup du consomm'acteur pour changer les choses, mais on retient de cette étude le besoin d'en (re)faire un choix citoyen et d'agir tout au long de la chaîne. Pour 3 raisons au moins :

1. Quand on a pas les moyens de consommer autrement, on ajoute au sentiment d'impuissance et d'exclusion :

« On sait ce que ça coûte d'avoir des produits qui viennent de loin, l'avion, la pollution et tout, on sait que c'est pas terrible pour la planète, mais quand t'as pas l'argent pour faire autrement, tu es censé faire comment ? »

Gérard, membre du groupe de Brest

“Aujourd'hui vous avez une déshérence de la politique parce qu'on a humilié et mis de côté ceux qui ne consomment pas. Vous ne pouvez pas être citoyen dans une société de consommation où vous n'êtes pas consommateur...” *Huguette Boissonat*
ATD Quart monde






AGIR TOUT AU LONG DE LA CHAÎNE 2/4

2. La notion d'environnement alimentaire

“Quand on peut on veut” (l'IDDRI)

Injonction contradictoires : “mangez 5 fruits et légumes par jour”, et dans le même temps **5,5 milliards d'euros étaient dépensés pour la publicité sur l'alimentation en 2023** par les acteurs du secteur, pour moitié pour des produits trop gras, trop sucrés, trop salés.

Notion de désert et bourbiers alimentaires



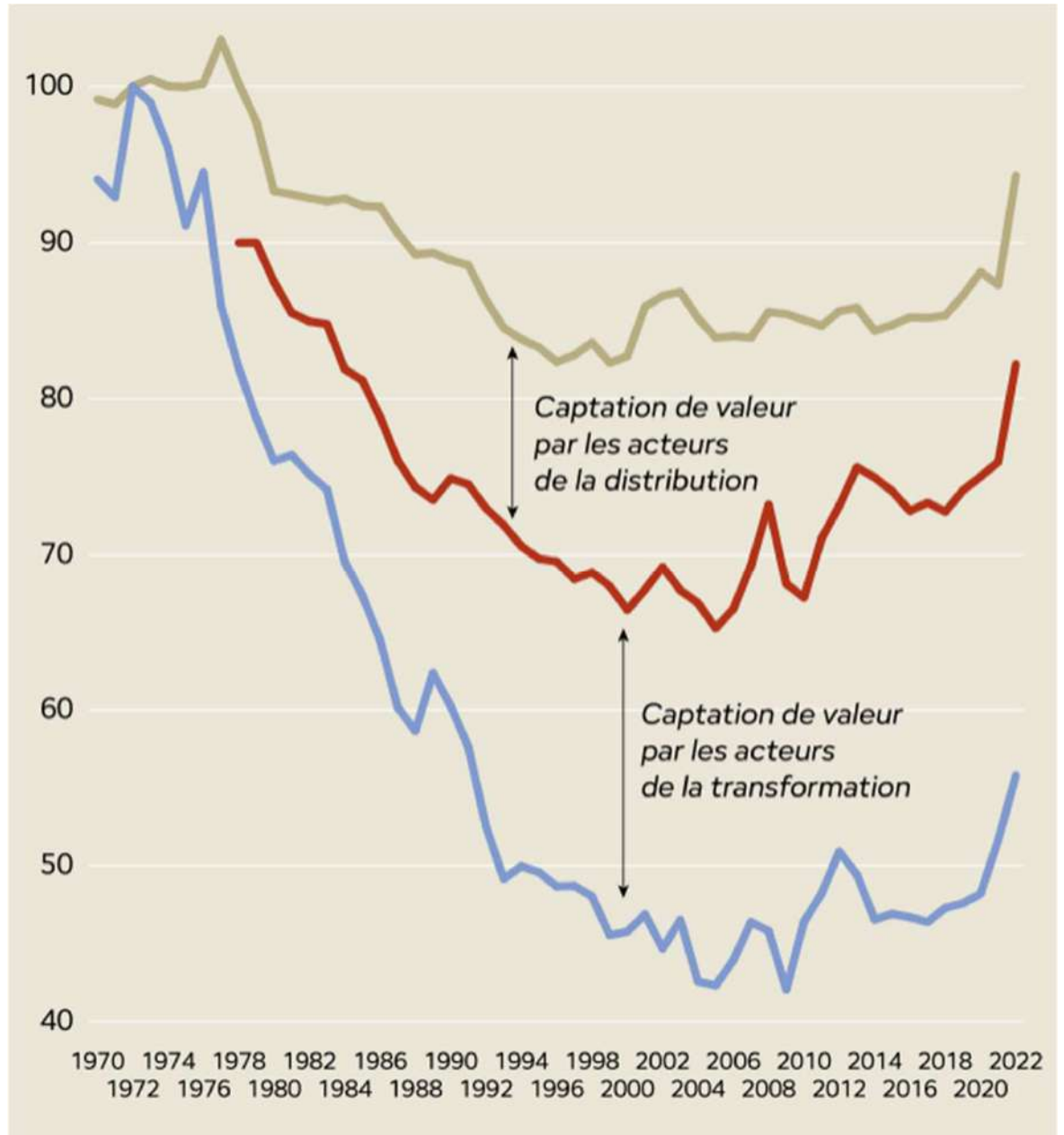
AGIR TOUT AU LONG DE LA CHAÎNE

3/4

3. Une déconnexion entre la valeur du produit agricole (en sortie de ferme) et les prix consommateurs

- **En vingt-cinq ans** (entre 1975 et 2000), **les prix agricoles** (payés aux producteurs et productrices) **ont été divisés par deux**, une baisse faiblement répercutée sur les consommateurs.
- **“L’immatériel”** (publicité, image de marque) **prend de plus en plus de place dans le prix payé par les consommateurs** => L'alimentation est devenue un “minerai”, à obtenir au plus bas prix, avec les conséquences : dégradation de l'environnement, faibles rémunérations etc.

- Indice prix réels alimentaires au consommateur
- Indice Prix Production IAA
- Prix réels de la production agricole



Source : BASIC

A colorful illustration of a table with people sitting around it, surrounded by various food items like carrots, watermelon, strawberries, and a shopping basket. The text 'Tout le monde à table' is written in the center of the table.

AGIR TOUT AU LONG DE LA CHAÎNE

4/4

4. Un effet de “verrou” à lever impérativement à la production pour opérer un changement

- **De nombreux agriculteurs “au milieu du gué”** (bas prix + faible rentabilité) entre les grandes exploitations sur une logique de volumes et les micro-exploitations sur des productions de “niche”
- Le problème du **poids des IAA et de la distribution**
- **L'accès au marché pour les filières de qualité** dépend très souvent des stratégies des acteurs de l'aval
- **Une massification de la transition agro-écologique** à réaliser dans un contexte de changement de génération et de faibles revenus (2/3 des agriculteurs à moins de 10 ans de la retraite)



MESSAGE À RETENIR

Le prix de notre alimentation est l'expression d'un contrat social de notre société

- C'est le fruit de soutiens publics, de taxes, d'exonérations et de régulations.
- Agir à tous les maillons de la chaîne du système alimentaire
- une étude qui replace l'enjeu démocratique et citoyen de nos modèles de consommation et production pour sortir de la polarisation : des moyens mutualisés, un sentiment généralisé d'exclusion etc

LES RECOMMANDATIONS



NOS RECOMMANDATIONS



Démocratiser le système agricole et alimentaire, le piloter vers le droit à l'alimentation



Massifier la transition agroécologique et lui permettre de faire système



Améliorer l'accès aux droits de toutes et tous et l'accessibilité financière à l'alimentation durable et de qualité



Réguler le commerce international pour la santé, l'environnement et les droits humains

NOS RECOMMANDATIONS



Démocratiser le système agricole et alimentaire, le piloter vers le droit à l'alimentation

Organiser un pilotage d'ensemble de l'action publique sur le système agricole et alimentaire



Massifier la transition agroécologique et lui permettre de faire système

Encadrer le taux de marge appliqué à la grande distribution sur les produits biologiques



DÉMOCRATISER LE SYSTÈME ALIMENTAIRE

1. Affirmer un nouveau contrat social avec le droit à l'alimentation comme horizon : **inscrire le droit à l'alimentation dans la constitution + loi-cadre**
1. Organiser un pilotage d'ensemble de l'action publique sur le système agricole et alimentaire : **nommer un délégué interministériel au droit à l'alimentation, publier un rapport sur les financements publics, évaluer les effets des exonérations de cotisations sociales et fiscales**
1. **Donner aux collectivités territoriales un pouvoir accru d'organisation du système alimentaire local**
1. **Ouvrir les instances agricoles à la société et garantir leur pluralisme**

NOS RECOMMANDATIONS **LOCALES**



Massifier la transition agroécologique
à l'échelle du territoire



Mettre en place des actions qui améliorent
l'environnement alimentaire²



Mettre en place des actions qui allient
pratiques démocratiques et accessibilité
financière



Par exemple, réguler voire interdire
l'affichage publicitaire

Par exemple, accompagner des
projets de filières territoriales

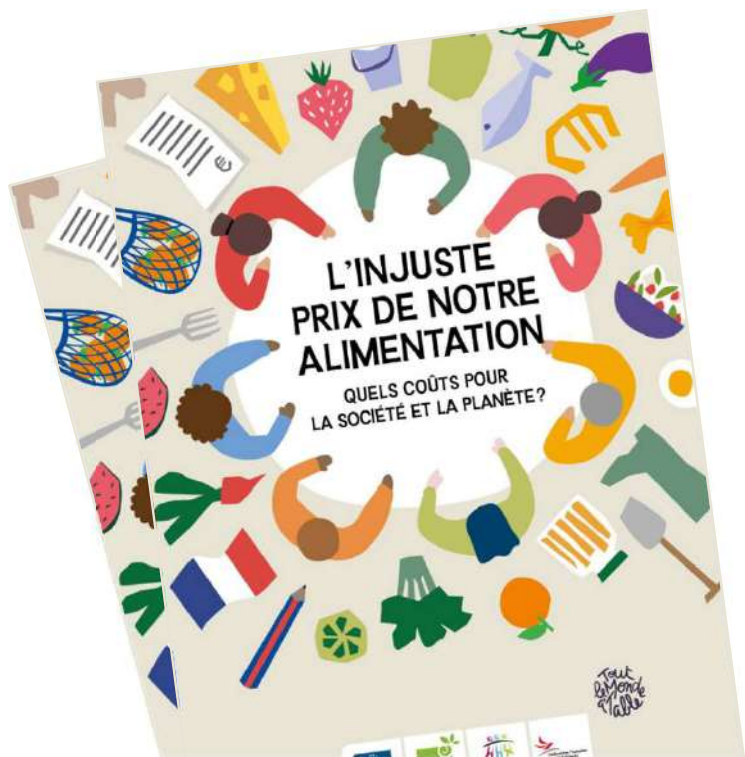
Par exemple, mettre en place ou
soutenir des caisses locales de
l'alimentation

**MERCI
POUR VOTRE
ATTENTION**





RETROUVEZ NOTRE RAPPORT



Sur les sites internet de nos associations

L'INJUSTE PRIX DE NOTRE ALIMENTATION. QUELS COÛTS POUR LA SOCIÉTÉ ET LA PLANÈTE ?

